

ASSEZ de GOUVERNEMENTS CAPITALISTES!

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

REDICTION, ADMINISTRATION : 16, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél. : CEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. — 6 MOIS : 200 FR. C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

NON à Mendès-France!

Les travailleurs veulent un gouvernement des seuls partis ouvriers

Le gouvernement Laniel-Bidauld-Pieven vient d'être battu à l'Assemblée Nationale.

En août 53, il avait survécu grâce à l'immobilisme des dirigeants du Parti Socialiste, du PCF, de la CGT et de FO.

Il n'aura pas survécu au coup porté par l'armée de libération des peuples du Viet-Nam de Dien-Bien-Phu.

L'exemple de Dien-Bien-Phu a retenti en Afrique du Nord comme un appel aux armes.

Voilà pourquoi Laniel-Bidauld-Pieven ont été mis en minorité par les mêmes députés qui les avaient investis, il y a un an.

Depouillés de leur raphase, les paroles prononcées par Mendès-France, à l'occasion du débat sur la question de confiance posée par Laniel ont d'autant plus intéressé que Mendès-France est le porte-parole de l'opposition à bourgeois.

Et pourtant moi aussi, j'suis un bon Français!

aucun Français ne refusera d'assurer la sécurité de nos soldats... « Il est indispensable que nos intentions ne soient pas mises en doute, que l'on sache que nous n'avons pas une paix honorable, c'est-à-dire exclusive de toute capitulation, de tout abandon de nos amis ».

Conférence (de Genève) échoant, si la guerre s'étendait, qu'on nous en assume la responsabilité ne soit du côté français (sic).

Cela seul suffit pour jurer le « programme », la politique « nouvelle » proposée par « l'opposition » bourgeoise, à la politique menée par Laniel-Bidauld-Pieven.

La seule politique nouvelle possible est celle exprimant les intérêts des travailleurs, elle doit s'attaquer aux intérêts et privilèges de classe de la bourgeoisie.

Le programme à appliquer peut être défini par quelques points essentiels.

1. Pour mettre fin à la guerre d'Indochine et aux entreprises coloniales, la seule solution est l'indépendance totale des peuples coloniaux.

2. Retrait du corps expéditionnaire d'Indochine, reconnaissance du gouvernement Ho-Chi-Minh.

3. Évacuation des troupes de répression.

Stéphane JUST. (Suite en page 5)



UN PAS EN AVANT CENT PAS EN ARRIERE

LES 5, 6 et 7 juin 1954 s'est tenu le IX^e congrès du Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e internationale).

Deux ans à peine se sont écoulés depuis le VIII^e congrès du parti. On se souvient de ce que fut alors le VIII^e congrès. La majorité de la section française de la IV^e internationale le menait alors une bataille intransigeante pour les principes fondamentaux du marxisme contre les déviations pro-stalinienne existant au sein même de l'organisation internationale.

Le VIII^e congrès était le congrès de la lutte pour les principes. Il fallait tenir, tenir à tout prix parce que la trahison stalinienne est une défaite et le trotskysme une nécessité.

Deux ans ont passé depuis ce VIII^e congrès et la situation a été complètement bouleversée. La majorité de la IV^e internationale a adopté des positions qui défendaient la section française. Dans tous les partis trotskystes du monde entier, le révisionnisme et le pro-stalinisme ont été battus et refoulés.

Le IX^e congrès du Parti a été le Daniel RENARD. (Suite en page 5)

Cercle Lenine. Vendredi 25 juin, à 20 h. 30. Mutualité Salle M. 26, rue St-Victor - Métro Maubert. Conférence de LAURENT SCHWARTZ. Professeur à la SORBONNE. EINSTEIN, les intellectuels américains et le MAC-CARTHYSMES. suivie d'un débat présidé par Jean Cassou.

EN AFRIQUE DU NORD LA GUERRE CIVILE EST COMMENCÉE

Il n'est plus possible aux hommes politiques de l'impérialisme français de cacher la vérité. Ni les Fellaghas tunisiens, ni les Algériens qui dans le Sud combattent en liaison avec eux, ni les « terroristes » marocains ne sont des bandits. C'est la résistance, c'est l'avant-garde de l'armée de libération nationale qui s'organise.

guerre civile que prend la lutte des peuples d'Afrique du Nord pour leur libération.

« Les Fellaghas sont insaisissables, ils sont partout et nulle part », écrit « Le Monde », qui nous informe que le « fellagha » pris armé décline :

« Nous nous soulevons pour la France nous rends nos droits, et le colon ».

« Cela a commencé ainsi en Indochine ». Voilà qui est clair. Pour le travailleur français, le problème de celui qui commence est secondaire — l'impérialisme portant l'entière responsabilité. (Suite en page 5)

Pour un gouvernement des organisations ouvrières!

Un appel du P.C.I.

Les travailleurs veulent un gouvernement qui donnera satisfaction à leurs légitimes revendications qui réalisera un relèvement réel et durable de leur niveau de vie, qui assurera le paix en Indochine par le retrait inconditionnel du corps expéditionnaire et la reconnaissance immédiate du gouvernement présidé par Ho-Chi-Minh

qui dénoncera tous les accords et traités qui lient les capitalistes français à l'impérialisme américain (traités de Bonn et de Paris, Pacte Atlantique, etc.) qui assurera l'indépendance nationale immédiate et sans condition à la Tunisie, à l'Algérie, et au Maroc, qui brisera la prison des peuples que représente « l'Union Française » instrument « légal » d'oppression des

peuples colonisés et assurera la libre détermination des nationalités opprimées.

« qui libérera tous les emprisonnés et déportés politiques encausés pour leur lutte pour la liberté et en premier lieu, avec Messali et Bourguiba, tous les militants coloniaux qui croupissent dans les bagnes de l'impérialisme français.

Ces mesures représenteront le premier pas vers la libération du peuple de l'exploitation des grandes entreprises, et des trusts coloniaux industriels, commerciaux et agricoles qui organisent la misère des masses. Ce gouvernement ne peut être un gouvernement capitaliste présidé par le capitaliste Mendès-France.

Un gouvernement sans ministres capitalistes

Il est clair qu'un nouveau gouvernement sans la présidence d'un homme d'État de la bourgeoisie, ou même avec la collaboration de ministres capitalistes et de ministres ouvriers, ne pourrait appliquer ce programme pour le peuple.

On ne peut marcher l'eau et le feu! On ne peut assurer le pain, la paix et la liberté aux masses ni avec un gouvernement Laniel, ni avec Mendès-France, ni avec des ministres qui se nomment Daladier, Boustide, Luchet, Mitravand, etc., défenseurs avides du grand capital.

LES OPPRIMÉS ne permettront pas de nouveau Valtia

La presse américaine a couramment décrit la chute de Laniel comme une nouvelle défaite de Dien-Bien-Phu pour le « monde occidental ». Il y a beaucoup de vrai dans cette affirmation, à condition de ne pas oublier que c'est le premier Dien-Bien-Phu qui est cause du second.

français et les peuples colonisés atteignent l'unité la réaction mondiale dont il est le chaînon le plus faible. Comme nous n'avons cessé de le démontrer dans ses colonnes, la société révolutionnaire mondiale bouillonne les flots de Wall-Street et ceux du Kremlin.

L'impérialisme américain, fortresse du capitalisme mondial, médite une révision destinée « de sa politique — mais ne sait trop quelle nouvelle politique adopter, quelle bataille de Chine à l'envers dresser contre les flots de la révolution asiatique. La marée montante des peuples opprimés se rapproche des murs de la forteresse, atteint l'Amérique Latine, puis l'Amérique Centrale. Churchill se précipite à Washington pour (Suite en page 5) G. BLOCH.



AU SUIVANT DE CES MESSIEURS!

Les petits copains ont fini par avoir le peu du Laniel. Ce genre d'animal sans tête étant particulièrement difficile à achever, on a dû s'y reprendre à plusieurs fois. Maintenant, on va pouvoir enfin aborder les vrais problèmes, c'est-à-dire la répartition des portefeuilles aux heureux gagnants.

contrent d'ailleurs l'indifférence et le mépris le plus complet du « pays » au nom duquel ils prétendent faire leurs pantalonnades.

DE FINIS CONNAISSEURS

Le Crédit Lyonnais dans son rapport sur l'exercice 1953 nous apprend qu'on peut « espérer dans un renouveau de l'expansion économique » et qu'on assiste à « un redressement du franc ». Le sérieux est que la BNCF qui s'est levée au même examen qu'elle, « elle » des faiblesses de structure qui restent pour l'instant un sujet d'inquiétude et des « facteurs financiers qu'on ne peut pas négliger ». Comme ça tout le monde est content.

POUR UNE POLITIQUE CONSEQUENTE

« A L'issue du gouvernement de la guerre du Viet-Nam », ont déclaré à l'occasion des élections du PCF. On peut donc prévoir des comportements supplémentaires de dévouement pour aller caresser à la porte de M. Bidault à Genève. Les stations tiennent cette gaffe de nous mener en bateau avec leurs trahisons.

Est-ce que le Parti Communiste Français?

DANS les thèses présentées par la direction du XIII^e Congrès du P.C.F., les références à Lénine et au léninisme foisonnent.

Le Parti Communiste Français, note le projet de thèses, a posé des questions d'organisation, depuis sa création en 1920, a poursuivi son effort pour faire triompher dans ses rangs la conception nouvelle du Parti Léniniste.

Le Parti Communiste Français répond-il aux principes de base que Lénine énonçait impérativement pour qualifier de communiste un Parti ?

En 1919, le prolétariat européen, à la suite de la victorieuse Révolution d'octobre 1917, monte à l'assaut du pouvoir. Lénine et les bolchéviks conçoivent avec les internationalistes de tous les pays le 1^{er} Congrès Constitutif de l'Internationale Communiste.

En 1914, la social-démocratie, dès le début de la première guerre impérialiste, s'était livrée pieds et poings liés à la bourgeoisie. Lénine reprend le mot d'ordre de Karl Liebknecht : « L'ennemi est dans notre propre pays, l'ennemi n'est pas le prolétariat coupé d'en avec sa propre bourgeoisie. Et il déclare :

« La II^e Internationale est morte, vive la III^e Internationale. Révolution d'octobre 1917, monte à l'assaut du pouvoir. Lénine et les bolchéviks conçoivent avec les internationalistes de tous les pays le 1^{er} Congrès Constitutif de l'Internationale Communiste.

« La Nouvelle Association Internationale des travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble des différents pays tendant à une seule et même fin, savoir, le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république Internationale des Soviets.

« L'objectif fixé, condamnant toute politique d'exécution et en toute logique, que Vichy se rassemble autour de lui. Ceux qui avaient pu, un moment, se laisser abuser, s'en rendent compte, même qu'ils avaient porté de ces aspects troublants de l'activité de la bourgeoisie internationale.

« L'I.C. se définit par son but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale.

« L'objectif fixé, condamnant toute politique d'exécution et en toute logique, que Vichy se rassemble autour de lui. Ceux qui avaient pu, un moment, se laisser abuser, s'en rendent compte, même qu'ils avaient porté de ces aspects troublants de l'activité de la bourgeoisie internationale.

« L'I.C. se définit par son but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale.

« L'objectif fixé, condamnant toute politique d'exécution et en toute logique, que Vichy se rassemble autour de lui. Ceux qui avaient pu, un moment, se laisser abuser, s'en rendent compte, même qu'ils avaient porté de ces aspects troublants de l'activité de la bourgeoisie internationale.

« L'I.C. se définit par son but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale.

« L'objectif fixé, condamnant toute politique d'exécution et en toute logique, que Vichy se rassemble autour de lui. Ceux qui avaient pu, un moment, se laisser abuser, s'en rendent compte, même qu'ils avaient porté de ces aspects troublants de l'activité de la bourgeoisie internationale.

« L'I.C. se définit par son but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale.

« L'objectif fixé, condamnant toute politique d'exécution et en toute logique, que Vichy se rassemble autour de lui. Ceux qui avaient pu, un moment, se laisser abuser, s'en rendent compte, même qu'ils avaient porté de ces aspects troublants de l'activité de la bourgeoisie internationale.

« L'I.C. se définit par son but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale.

« L'objectif fixé, condamnant toute politique d'exécution et en toute logique, que Vichy se rassemble autour de lui. Ceux qui avaient pu, un moment, se laisser abuser, s'en rendent compte, même qu'ils avaient porté de ces aspects troublants de l'activité de la bourgeoisie internationale.

« L'I.C. se définit par son but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale.

« L'objectif fixé, condamnant toute politique d'exécution et en toute logique, que Vichy se rassemble autour de lui. Ceux qui avaient pu, un moment, se laisser abuser, s'en rendent compte, même qu'ils avaient porté de ces aspects troublants de l'activité de la bourgeoisie internationale.

« L'I.C. se définit par son but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale.

« L'objectif fixé, condamnant toute politique d'exécution et en toute logique, que Vichy se rassemble autour de lui. Ceux qui avaient pu, un moment, se laisser abuser, s'en rendent compte, même qu'ils avaient porté de ces aspects troublants de l'activité de la bourgeoisie internationale.

« L'I.C. se définit par son but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale.

« L'objectif fixé, condamnant toute politique d'exécution et en toute logique, que Vichy se rassemble autour de lui. Ceux qui avaient pu, un moment, se laisser abuser, s'en rendent compte, même qu'ils avaient porté de ces aspects troublants de l'activité de la bourgeoisie internationale.

« L'I.C. se définit par son but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale.

« L'objectif fixé, condamnant toute politique d'exécution et en toute logique, que Vichy se rassemble autour de lui. Ceux qui avaient pu, un moment, se laisser abuser, s'en rendent compte, même qu'ils avaient porté de ces aspects troublants de l'activité de la bourgeoisie internationale.

« L'I.C. se définit par son but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale.

« L'objectif fixé, condamnant toute politique d'exécution et en toute logique, que Vichy se rassemble autour de lui. Ceux qui avaient pu, un moment, se laisser abuser, s'en rendent compte, même qu'ils avaient porté de ces aspects troublants de l'activité de la bourgeoisie internationale.

QU'EST-CE QUE LA DIRECTION DE DUCLOS-SERVIN ?

Le III^e congrès de l'Internationale Communiste adopta des thèses sur le rôle et les tâches du Parti Communiste Français.

« L'essentiel pour tout le travail d'organisation des PC dans les pays capitalistes est donc d'édifier une organisation qui rende possible la vic-

3 PORTraits...

Il suffit, pour le définir, de rappeler les faits saillants de sa vie.

En 1923, il participe, dans la Pologne fascisante, sous les ordres de Weygand, à la guerre menée par le capitalisme international contre l'Union Soviétique naissante.

De retour en France, il fait partie de l'entourage de Pétain, collabore à « Action Française », écrit différents livres, dédiés en hommage respectueux, à M. le Maréchal Pétain, notamment « Au fil de l'épée » où éclate sa soif de puissance et son mépris total pour la démocratie.

Part à Londres en juin 1940, fait appel aux militaires résidant en territoire britannique. Comme son maître, le Maréchal Pétain, il s'entoure de capotours et répugne à prononcer le mot de République. L'un a mis sur la victoire allemande, l'autre sur la victoire anglaise. C'est tout ce qui les sépare...

A son retour, de Gaulle sauve Pétain de l'exécution et, en toute logique, que Vichy se rassemble autour de lui. Ceux qui avaient pu, un moment, se laisser abuser, s'en rendent compte, même qu'ils avaient porté de ces aspects troublants de l'activité de la bourgeoisie internationale.

De Gaulle ou la tête de pont de Vichy dans la IV^e République.

« Humanité-Dimanche », page 3, « Les insulteurs du parti des fusillés », novembre 1948.

toire de la Révolution prolétarienne sur les classes possédantes.

La Révolution prolétarienne est l'initiative de l'État bourgeois. L'État bourgeois, édifiée sur la destruction de l'État bourgeois. Pour Lénine, l'attribut essentiel de l'État bourgeois c'est l'armée nationale chargée de défendre les intérêts des classes possédantes. M. Bidault vient de confir-

CHARLES DE GAULLE

« L'homme le plus odieux de cette galerie, qui comporte pourtant dans ce genre de beaux spécimens.

Il suffit de l'entendre quand il entre dans ses tranches anti-ouvrières. Il n'est question que de patrouilles, de harcèlement, de surpépètes, de gaz lacrymogènes, de gouvernements militaires, de maintien de l'ordre. Et puis regardé-le ! Il salue abondamment, il jure quand il parle de ses malfaçons.

Rien ne l'arrête, il fait matriquer d'ex-ouvriers, mais aussi des mutilés de guerre ; il s'en est pris jusqu'à des enfants. Peut-être un sang, c'est-à-dire des ouvriers ont été tués à Marseille, à Valence, sur les carreaux des mines. Et Jules Moch se prend pour son sauveur.

Moch est typiquement un fasciste ; il y a toujours un couplet xénophobe dans ses harangues ; à Alger, il s'est révélé antisémite et partisan, en fait, de nombreux clauses a introduit par les nazis. A Alger, également, il est intervenu pour empêcher l'exécution du frère Puchet, son homologue au ministère de l'Intérieur du gouvernement de Vichy.

« Ce répugnant personnage est aussi un affranchi de la catégorie la plus vile, il a trépané dans le scandale du vin, et la disparition mystérieuse d'une lettre capitale qu'il est impossible de retrouver dans le dossier, a mis dans l'embarras ses amis politiques.

« Selon la formule de Gaesede, il aime le café et l'abandonne comme le beefsteak : SAIGNANT.

« Humanité-Dimanche », page 3, « Les insulteurs du parti des fusillés », nov. 48.

mer cette appréciation léniniste, en déclarant en substance : « L'armée, le corps expéditionnaire était envoyé du côté de l'impérialisme dans la guerre civile contre les peuples indochinois ».

Les thèses Duclos-Servin déclarent combattre pour ne pas « faire disparaître l'attribut extérieur essentiel de l'État bourgeois national : l'armée française ».

EDOUARD DALADIER

Daladier : la plus triste carrière de traître. Il restera devant l'Histoire l'homme de Munich, l'homme qui, par haine du peuple, a pactisé avec Hitler en septembre 1938. En signant le pacte de Munich, il livrait la Tchécoslovaquie à Hitler et rendait la guerre possible.

C'est Daladier qui emprisonna les martyrs communistes, livrés ensuite aux Allemands par Pétain et qui tombèrent sous les balles nazies à Châteaubriant.

Daladier, c'est aussi l'homme de la « drôle de guerre », la guerre contre le communisme, qui arrêta et condamna les députés patriotes. C'est l'homme de la défaite de 1940 et de la trahison.

Voici ce que le Consul général de Suède à Paris pouvait déclarer à son roi le 2 mars 1940 :

« Le Gouvernement français serait prêt à envoyer des troupes en Finlande dans une première tranche de 50.000 hommes serait acheminée par Narvik. Cet envoi de troupes représenterait le premier échelon d'un plan général d'offensive contre l'Union Soviétique, dont le début d'exécution serait prévu pour le 15 mars avec l'attaque de Caucase comme second objectif à atteindre après un commencement des opérations à travers la Finlande.

C'est la capitulation de la Finlande, le 15 mars, qui anéantit les espoirs de croissance anti-soviétique. « Daladier sacrifiait les intérêts de la France à sa haine des communistes.

« Humanité-Dimanche », page 3, « Les insulteurs du parti des fusillés », novembre 1948.

Les positions de Lénine et celles de Duclos-Servin sont diamétralement opposées. Lénine lutte pour la destruction de l'armée bourgeoise. Duclos-Servin veut protéger l'armée Juin-Ely.

Les thèses de Lénine sont internationalistes et révolutionnaires. Le programme de collaboration avec l'alle Herriot-Gaule, de l'impérialisme français est conciliant avec le programme révolutionnaire de Lénine.

Les porteurs de l'idéologie bourgeoise énoncés dans la thèse 25 ne sont ni « les conciliateurs, Marty, Lecoux et les trotskystes » mais les défenseurs de l'armée bourgeoise Duclos-Servin.

Lénine avec toute la rigueur qui le caractérisait, n'hésitait pas à tirer toutes les conséquences de sa lutte révolutionnaire intrinsèque contre l'impérialisme et ses agents. La 2^e et dernière condition d'admission à l'I.C. est ainsi rédigée :

« Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'I.C. doivent être exclus du Parti.

« L'époque, cette condition s'adressait à Blum, défenseur de l'État bourgeois et de son armée nationale alliée de Herriot. Aujourd'hui elle s'adresse aux Duclos-Servin qui ont violé les thèses et les conditions établies par l'I.C. pour l'admission dans ses rangs.

LA STRATEGIE EST INCOMPATIBLE AVEC LA STRATEGIE DE COLLABORATION DE CLASSE

Le 3^e congrès de l'Internationale Communiste, le dernier auquel Lénine participe adopte un programme de travail et d'action pour le P.C.F. « Le Parti combattra, déclarait notamment ce programme, toute tendance à la dispersion de l'action pour substituer aux actions locales et limitées vouées d'avance à l'échec, les actions d'ensemble susceptibles d'entretenir la confiance des travailleurs dans leur propre force.

« Le 3^e congrès de l'I.C. se tenait à la suite de l'échec de la vague révolutionnaire, qui en France avait culminé dans les actions de 1929. La responsabilité de cet échec incombait à P. COURDAULT.

(Suite page 7.)

Problèmes politiques du 9^{ème}

LA CRISI NORD-AFRICAIN

La bourgeoisie française ne peut plus décider de son sort. Toutes ses convulsions n'aboutissent qu'à aggraver sa crise, qu'à miner sa position tant sur l'échiquier international que dans le domaine des relations de classes.

La fraction conservatrice de la bourgeoisie française s'efforce de forger les bases d'un système stable en Afrique du Nord, par le retrait des forces de l'Indochine, et la concentration de ces forces en Afrique du Nord. Mais cette « fraction » conservatrice de la bourgeoisie française (la quasi-totalité) diverge ensuite quant aux moyens visant à assurer la stabilité en Afrique du Nord.

Si Mitterand est pour tenter de trouver un compromis avec les partis nationalistes, Daladier, lui, se tient à la seule politique de force. La déposition du Suttan et la répression en Tunisie ont ouvert une nouvelle forme de la crise du système colonial français. La vague de terrorisme liée à la radicalisation politique des partis nationalistes a entraîné leurs illusions sur les possibilités d'utiliser les contradictions inter-impérialistes à leurs propres fins, ouvre une nouvelle période où « l'indépendance nationale, se manifeste infiniment plus clairement.

Sur cette base, les plus larges possibilités sont offertes de faire assimiler aux militants nationalistes à l'échelle individuelle des tâches nationales avec les tâches de la révolution prolétarienne tant dans leur pays qu'en France même.

La crise nord-africaine est un des éléments majeurs de la désintégration du système de l'impérialisme français et de la décomposition de l'État bourgeois.

LA GREVE GENERALE D'AOUT 1953

La grève générale d'août 1953 a débouché sur une victoire décisive de l'édifice de l'État bourgeois construit avec l'aide du parti stalinien en 1944. La désintégration de l'État bourgeois est la conséquence des manifestations publiques de nos tendances en 1950 dans la crise de la magistrature, des milieux universitaires, du mouvement embrassé toutes les couches de la haute administration en août 1953 : préfectorales, ministérielles, jusques et y compris dans la police. La masse des quatre millions de grévistes de la fonction publique a bénéficié de la sympathie ouverte d'une importante couche parmi les élites du gouvernement. En août 1953 le gouvernement Laniel, déchiré de contradictions, n'a dû son salut qu'à la trahison de la social-démocratie et du stalinisme.

La désintégration de l'appareil de l'État bourgeois ne fait que traduire le débordement de toutes les couches de la société. Les mouvements passés, sans, dont la caractéristique essentielle est la scission entre d'une part les gros propriétaires pratiquant l'ex-

LA CLASSE OUVRIERE ET LA CRISE DU STALINISME

L'étape présente de la lutte de classe en France ouverte avec la grève générale d'août 1953 s'exprime essentiellement par le fait que le prolétariat est en train de reconstruire sa conscience à partir de données nouvelles.

Ces nouveaux rapports qui tendent à se cristalliser dans le prolétariat et particulièrement entre son avant-garde et la classe ouvrière ont commencé à s'exprimer sous une forme limitée mais clairement à partir d'août 1953.

Dans la période 1945-47, l'avant-garde organisée dans le PCP adhère à peu près totalement à la politique stalinienne, tandis que de larges secteurs de la classe ouvrière liés directement dans leurs intérêts par la politique de collaboration de classe du PCP tentent de secouer la tutelle bureaucratique dans une série de « grèves de débordement.

Le débordement de l'appareil, par la classe ouvrière, a changé de nature dans une large mesure, par rapport à la période 1945-47. Essentiellement, la modification réside en ceci que l'avant-garde contrôlée par le stalinisme, et les couches dirigeantes qui s'affirment dans les luttes, participent à ce « débordement. Alors que la génération de 1938 s'est organisée dans le PCP, la génération de la grève générale d'août 1953 refuse de s'y organiser. Si dans l'essentiel l'avant-garde contrôlée par le stalinisme est restée soumise à sa direction lors des grèves de débordement dans la période 1945-47, le fait fondamental dans la situation présente est que les ouvriers du PCP participent avec la classe à ce que Frischmann a appelé « le débordement à gauche » dans la grève des Bureaux-général.

Cette crise du PCP est prodigieusement stimulée par la crise de la bureaucratie soviétique. Nous avions prévu que la prochaine montée ouvrière ne se ferait pas au profit du PCP mais au contraire accroît sa décomposition. Nous sommes dans cette phase : où se combine la crise irréversible du PCP avec la lutte révolutionnaire.

Ainsi la tendance des masses en lutte à s'élever en direction autonome (Assemblées générales des grévistes des bureaux-général), contre les appareils, entraînés dans un sillage pas la première fois et sur la plus large échelle les ouvriers du PCP à engager une lutte contre l'appareil.

Ces rapports équivoques entre la classe ouvrière, l'avant-garde contrôlée par le PCP, la nouvelle génération d'août 53 et notre parti entraînent une modifica-

tion qualitative fondamentale dans notre intervention. Nous ne serons plus jugés simplement sur l'excellence de nos explications politiques mais avant tout sur la capacité de réaliser nos militants. La période qui s'est ouverte avec la grève générale, en même temps qu'elle pose dans les faits les problèmes de la Révolution, nous a permis de constater la construction de la conscience de l'avant-garde contrôlée par le stalinisme sur un nouvel axe.

LE REGROUPEMENT DES FORCES DE GAUCHE

Dans cette conjoncture, étant donné le rapport de forces entre la bourgeoisie et le prolétariat, la tendance dominante de la politique bourgeoise coïncide avec celle des grandes organisations qui se situent sur le même plan du maintien du système capitaliste.

Cette conjoncture se développe dans la bourgeoisie et les éléments de la bourgeoisie l'élite du « regroupement des forces de gauche » qui a déjà trouvé une expression limitée dans les votes pour Napoléon et Le Troquer.

Nous devons comprendre que la concentration de l'élite du « regroupement des forces de gauche » n'implique pas nécessairement la participation gouvernementale du PCP. Ce qui implique la situation c'est que la direction du PCP intègre et inversera sa politique dans une politique de soutien ouvert de la politique bourgeoise.

Les besoins de la politique des grandes organisations ouvrières qui de plus en plus se rejoignent pour faire barrage à la pression des masses et des militants de ces partis sont déjà entrés et entrent de plus en plus en collision avec les besoins des masses et de ces militants.

Les masses et les militants de ces organisations ont besoin de ce « Front Unique » de collaboration de classe pour tenter de traduire dans l'action leur propre Front Unique de classe.

Comme en 1938, ce pseudo-Front Unique conçu par les dirigeants comme un barrage à l'action révolutionnaire des masses et comme un moyen d'augmenter auprès de la bourgeoisie le prix de leurs services, ne peut que les masses un sens tout différent. Elles tendent à y mettre un contenu de classe. Leurs illusions même dans leurs directions, les poussent à s'emparer du Front Unique pour résoudre les problèmes non tranchés en août. Notre programme pour le Front Unique doit changer de contenu.

La proposition de l'agitation du Front Unique des partis politiques passés au premier plan sans diminuer l'importance du Front Unique syndical. Nous devons définir le contenu du Front Unique, non seulement du point de vue du programme, mais aussi des rapports entre les sommets et la base (contrôle, démocratie) et des programmes, tracer clairement la perspective du mouvement ouvrier paysan, le définir concrètement (ce qu'il aurait pu être en août : le Comité Na-

tion qualitative fondamentale dans notre intervention. Nous ne serons plus jugés simplement sur l'excellence de nos explications politiques mais avant tout sur la capacité de réaliser nos militants. La période qui s'est ouverte avec la grève générale, en même temps qu'elle pose dans les faits les problèmes de la Révolution, nous a permis de constater la construction de la conscience de l'avant-garde contrôlée par le stalinisme sur un nouvel axe.

LE REGROUPEMENT DES FORCES DE GAUCHE

Dans cette conjoncture, étant donné le rapport de forces entre la bourgeoisie et le prolétariat, la tendance dominante de la politique bourgeoise coïncide avec celle des grandes organisations qui se situent sur le même plan du maintien du système capitaliste.

Cette conjoncture se développe dans la bourgeoisie et les éléments de la bourgeoisie l'élite du « regroupement des forces de gauche » qui a déjà trouvé une expression limitée dans les votes pour Napoléon et Le Troquer.

Nous devons comprendre que la concentration de l'élite du « regroupement des forces de gauche » n'implique pas nécessairement la participation gouvernementale du PCP. Ce qui implique la situation c'est que la direction du PCP intègre et inversera sa politique dans une politique de soutien ouvert de la politique bourgeoise.

Les besoins de la politique des grandes organisations ouvrières qui de plus en plus se rejoignent pour faire barrage à la pression des masses et des militants de ces partis sont déjà entrés et entrent de plus en plus en collision avec les besoins des masses et de ces militants.

Les masses et les militants de ces organisations ont besoin de ce « Front Unique » de collaboration de classe pour tenter de traduire dans l'action leur propre Front Unique de classe.

Comme en 1938, ce pseudo-Front Unique conçu par les dirigeants comme un barrage à l'action révolutionnaire des masses et comme un moyen d'augmenter auprès de la bourgeoisie le prix de leurs services, ne peut que les masses un sens tout différent. Elles tendent à y mettre un contenu de classe. Leurs illusions même dans leurs directions, les poussent à s'emparer du Front Unique pour résoudre les problèmes non tranchés en août. Notre programme pour le Front Unique doit changer de contenu.

La proposition de l'agitation du Front Unique des partis politiques passés au premier plan sans diminuer l'importance du Front Unique syndical. Nous devons définir le contenu du Front Unique, non seulement du point de vue du programme, mais aussi des rapports entre les sommets et la base (contrôle, démocratie) et des programmes, tracer clairement la perspective du mouvement ouvrier paysan, le définir concrètement (ce qu'il aurait pu être en août : le Comité Na-

UN DIAGNOSTIC SEVERE : Le discours de Servin

Après Marty et Lecœur l'appareil de Duclos s'attaque à Frachon

MARCEL SERVIN a remplacé Lecœur au poste de secrétaire d'organisation. Il est chargé d'appliquer une ligne qu'il définit lui-même en ces termes : « Il ne s'agit pas en ce qui concerne nos insuffisances quant à l'organisation du Parti dans les entreprises de mettre en avant des raisons pratiques, l'essentiel de la question à résoudre est d'ordre politique. C'est le rôle primordial qui revient à la classe ouvrière dans la lutte actuelle pour l'indépendance nationale, la paix, et le changement nécessaire de la politique française qui n'est pas toujours assimilée pleinement par l'ensemble du Parti ».

En d'autres termes, Servin fait dériver à juste titre les insuffisances quant à l'organisation du Parti « — il pourrait ajouter la crise du P.C.F. — de la non assimilation par les militants communistes d'une orientation qui vise à unir dans un même front des troupes son Parti avec le feuillet Daladier. Il est bien évident que telle ligne est différenciellement acceptable pour le militant ouvrier qu'il adhère au P.C.F. ».

Pour compléter ce diagnostic, Servin ajoute :

« Présenter ainsi le Parti aux ouvriers, c'est forcément susciter des difficultés pour la création ou le renforcement du Parti dans l'entreprise. Car en fait, ce sont des objectifs politiques à atteindre, les ouvriers savent bien que si la victoire du socialisme est inéluctable, ce n'est pas encore la lutte pour le socialisme qui est à l'ordre du jour. Dès lors, ils n'éprouvent pas le besoin de rejoindre le Parti ».

C'est également le rôle du communiste que de faire croire que son adhésion au P.C.F. n'est pas motivée par la volonté de guider les masses dans la voie de la révolution prolétarienne.

C'est vouloir le leurrer de la manière la plus honnête que de tenter sans succès de faire croire que l'accord avec Daladier, le pétainisme Loustaun-Lacau anti-C.E.D., etc., est le plus court chemin qui mène au socialisme.

Et la crise du P.C.F. n'a pas d'autres causes que le conflit entre les aspirations des militants communistes.

Le P.C.F. VU PAR SERVIN.

« Les conséquences de cette contradiction, de la ligne que j'ai définie nettement bien que partiellement : « Le peu d'adhésions faites pendant les magnifiques grèves d'août, les autres luttés, les barres payées sans confirmation l'insouciance coupable dont on fait preuve trop de cellules vis-à-vis du recrutement, » Pourrait être les causes de la grève d'août n'ont-ils pas rejoint le P.C.F. ? Parce qu'ils s'étaient engagés dans une lutte « au finish » contre le gouvernement Laniel et l'Etat bourgeois ? Parce que les dirigeants du P.C.F. ont déclaré que le problème posé n'était pas celui de la Révolution ? Les jeunes cadres d'août n'ont pas voulu rejoindre le Parti qui préconise le soutien de Vaile anti-cadiste de la bourgeoisie française, et qui se refuse à lutter pour la Révolution prolétarienne. Ils n'ont pas voulu adhérer au Parti de Duclos-Servin qui ont contraint les militants communistes ne pas combattre pour la victoire de la grève générale.

UN PARTI COMMUNISTE OU UN PARTI SOCIAL-DEMOCRATE ?

« Souvent nous recrutons d'un côté et nous perdons les adhérents de l'autre », déclare Servin. Qu'est-ce ? « Nos cellules d'entreprises ne représentent que 25 % du nombre total des cellules du Parti... sondage portant sur 156.785 volets de cartes d'adhérents montre que 32.489 camarades seulement sont inscrits dans des cellules d'entreprises, soit 25 % des adhérents inscrits dans les cellules d'entreprises ».

« Le recrutement et l'organisation des communistes dans les entreprises, spécialement dans cinq grands des entreprises n'est pas le souci dominant et permanent de nos directions de sections et de fédérations... On ne peut être satisfait... » (Suite page 7.)

Le fait qui domine de très loin les débats du XIII^e congrès du P.C.F., c'est l'intervention auto-critique de Benoit Frachon, secrétaire général de la CGT, suivie par l'élaboration d'un CG de militants communistes de la CGT : Linet, Lunet, Molino, etc.

La crise qui secoue le P.C.F. a une cause très profonde politique : la soumission à la bourgeoisie française « nationale » prônée par Duclos sur les ordres de Malenkov, se heurte à un mouvement croissant de lutte des travailleurs.

Duclos dans son discours-programme du XIII^e congrès, critiquant le caractère « général » donné à la grève du 28 avril, déclare : « La grève du 28 avril aboutissant aussi à atténuer dans une certaine mesure la lutte contre le patronat, en concentrant plus particulièrement l'attention des ouvriers sur le gouvernement, alors que des doutes se faisaient jour chez eux quant à la possibilité d'imposer aux pouvoirs publics la fixation des 25.166 frs au moyen de la grève de 24 heures ».

On ne peut être plus clair. Duclos tire des leçons diamétralement opposées à celles que les travailleurs, y compris ceux du P.C.F. ont dégagées de la grève du 28 avril. C'est parce que la direction du P.C.F. qui contrôle le Bureau Confédéral de la CGT s'est refusée à l'organisation de la grève générale dans l'unité jusqu'à la capitulation complète du gouvernement, que la grève n'a pas été un succès.

Duclos, en contradiction avec les aspirations des ouvriers, tente de profiter de l'échec relatif du 28 avril pour fixer comme directives à la lutte de la classe ouvrière, la néfaste tactique des grèves tournantes. Duclos s'oppose à la grève générale car il comprend parfaitement que l'objectif d'une lutte d'ensemble ne peut être que le renversement du gouvernement bourgeois.

Pourquoi Benoit Frachon A-T-IL FAIT SON AUTO-CRITIQUE ? Dans son discours, Frachon a indiqué à la tribune du XIII^e congrès : « Pourquoi le mot d'ordre de grève de 24 heures a-t-il été une erreur ? »

« Concernant la direction de la CGT a-t-elle lancé cette action ? « Beaucoup de nos camarades nous demandaient avec raison que la CGT

ne soit pas à la remarque, qu'elle prenne une initiative ; c'était juste, mais cette initiative pouvait et devait être autre que le mot d'ordre de grève de 24 heures ».

Frachon indique nettement qu'il a été amené à formuler un mot d'ordre général et uniforme sous la pression des travailleurs et des cadres ouvriers communistes de la CGT. Ceux-ci connaissent par une expérience douloureuse la nocivité des grèves tournantes dont les résultats sont à peu près nuls. Ils ont tiré les leçons de la grève générale d'août 43, qui n'a pas abouti, parce que les dirigeants n'ont pas voulu se fixer l'objectif d'abattre le gouvernement. Ils ont fait pression sur Frachon qui après coup se reproche « d'avoir agi d'une façon empirique ». C'est-à-dire d'avoir déjoué la volonté de la base. Les militants communistes de la CGT veulent développer la désaffection grandissante des masses à l'égard de la CGT. Frachon est descendu dans les usines et entreprises avant le 28 avril. Il a constaté que quelques centaines d'ouvriers seulement, chez Renault ou la RATP, sont venus écouter. Dirigant de la CGT, veut-il préserver son organisation, Benoit Frachon est amené à se poser les problèmes qui vont à l'encontre des besoins de l'appareil Duclos-Servin. La grève générale avec l'objectif de faire céder ou d'abattre le gouvernement est l'un de ces problèmes. Le Front Unique ou est l'autre et le complément du premier.

BENOIT FRACHON EST POUR L'UNITE D'ACTION DU SOMMET A LA BASE

Au meeting unitaire du 25 mai, organisé par le Comité permanent pour l'unité des fédérations pour l'unité syndicale de Benoit Frachon, porte parole de Frachon, s'est déclaré prêt à réaliser le Front Unique au sommet. « La CGT est prête aujourd'hui comme toujours à réaliser l'unité, si ce n'est à travers le Front Unique », dit-il.

« A la veille du XIII^e congrès, la direction du P.C.F. a présenté son pro-

jet de résolution politique. A la suite du congrès Duclos a amendé ce projet. Les modifications ont été toutes dans le sens d'une condamnation du Front unique total du sommet à la base.

Dans la thèse 17 du projet est ainsi rédigé : « Plus que jamais les paroles de vérité, adressées aux travailleurs socialistes, chrétiens pour appeler à la défense commune des intérêts communs ».

« Plus que jamais les paroles de vérité, adressées aux travailleurs socialistes, chrétiens pour appeler à la défense commune des intérêts communs ».

« Plus que jamais les paroles de vérité, adressées aux travailleurs socialistes, chrétiens pour appeler à la défense commune des intérêts communs ».

Toutes les phrases sur le Front unique et le caractère unitaire de la politique de Duclos sont ainsi dénuées. Opposé au Front unique au sommet indispensable à la réalisation de l'unité à la base, Duclos s'oppose à toutes les possibilités de Front unique dans les entreprises dans la mesure où il laisse le champ libre aux dirigeants qui perpétuent la scission ».

Il y a une logique dans la politique de Duclos. Hostile à la grève générale contre le gouvernement il s'oppose à la condamnation indispensable au succès d'un mouvement politique d'ensemble, le Front unique au sommet. Opposé au Front unique au sommet, il ne peut plus que travailler socialiste et ainsi condamner l'unité d'action à la base. La logique de Duclos est inscrite dans sa politique contre-révolutionnaire d'accord avec Daladier et Cie, politique incompatible avec le Front unique de classe.

C'est parce que Frachon développe, bien que d'une façon inconséquente, une orientation de Front unique qu'il a été contraint à l'auto-critique.

L'APPAREIL DUCLOS-SERVIN VEUT DEMOLIR L'APPAREIL DE LA CGT.

« 29 % des militants communistes syndicalistes ne sont pas adhérents à la CGT », déclare Servin.

Frachon ajoute dans son auto-critique : « Peut-être devons-nous apporter un plus grand souci à convaincre tous les membres du parti et toutes les organisations du parti que le travail dans la CGT n'est pas le travail de quelques privilégiés ».

« Et peut-être devons-nous apporter un plus grand souci à convaincre tous les membres du parti et toutes les organisations du parti que le travail dans la CGT n'est pas le travail de quelques privilégiés ».

« Et peut-être devons-nous apporter un plus grand souci à convaincre tous les membres du parti et toutes les organisations du parti que le travail dans la CGT n'est pas le travail de quelques privilégiés ».

« Et peut-être devons-nous apporter un plus grand souci à convaincre tous les membres du parti et toutes les organisations du parti que le travail dans la CGT n'est pas le travail de quelques privilégiés ».

« Et peut-être devons-nous apporter un plus grand souci à convaincre tous les membres du parti et toutes les organisations du parti que le travail dans la CGT n'est pas le travail de quelques privilégiés ».

« Et peut-être devons-nous apporter un plus grand souci à convaincre tous les membres du parti et toutes les organisations du parti que le travail dans la CGT n'est pas le travail de quelques privilégiés ».

« Et peut-être devons-nous apporter un plus grand souci à convaincre tous les membres du parti et toutes les organisations du parti que le travail dans la CGT n'est pas le travail de quelques privilégiés ».

« Et peut-être devons-nous apporter un plus grand souci à convaincre tous les membres du parti et toutes les organisations du parti que le travail dans la CGT n'est pas le travail de quelques privilégiés ».

Les 1000 (Extraits)

tionnel d'action des partis et syndicats. Ce qu'il ne doit pas être : pas de ministères capitalistes, pas de bloc avec la gauche « bourgeoise ».

... ET LA LUTTE POUR LE FRONT UNIQUE DE CLASSE

Dans ce cadre, la campagne pour les Assises d'Unité Syndicale prend une signification accrue. En conclusion : nous sommes d'une période où la revendication d'unité d'action était une revendication suffisante sous sa forme générale. Nous sommes déjà entrés dans une autre période où nous devons expliciter, argumenter, et réexpliquer les besoins politiques, le contenu, la structure, le programme du Front Unique. Le principal danger à éviter est celui de la revendication économique de l'unité d'action et de ne pas mettre au premier plan la voie de la lutte politique, du Front Unique politique, du Front Unique pour le pouvoir.

De tout le classe ouvrière, les militants des grandes organisations et particulièrement ceux du P.C.F. et l'action de notre parti, ont le devoir de plus en plus de définir d'un programme d'action du Front Unique de classe. Les éléments de ce programme d'action sont déjà inscrits dans la lutte des classes et dans les besoins immédiats de la bourgeoisie.

LA VICTOIRE REVOLUTIONNAIRE DE DIEN-BIEN PHU

S'exprimant en France par une quelconque à répondre d'une manière quelconque aux grèves d'août, l'impérialisme de l'Etat bourgeois — dont le rôle est de défendre les intérêts des différentes couches de la bourgeoisie — a pris une ampleur sans précédent en Indochine.

L'importance de la défaite de Dien-Bien-Phu, pour la bourgeoisie française consiste d'abord, et avant tout, en ce fait : L'Etat — avec ses meilleures troupes, ses moyens les plus puissants — est incapable de s'opposer victorieusement à la lutte des peuples indochinois pour leur indépendance aidée par la révolution chinoise.

Il ne s'agit pas d'une simple défaite militaire. Pour reprendre l'expression utilisée par le prolétariat français lui-même : c'est le fer de lance de l'armée française qui a été brisé à Dien-Bien-Phu. La bourgeoisie française n'est plus capable de constituer un certain appareil militaire, dont le meilleur dans ses cadres (officiers) comme dans ses troupes a été engagé à Dien-Bien-Phu. La liquidation de ses éléments, comp-

le tenu de la faiblesse de l'appareil d'Etat bourgeois français, à Dien-Bien-Phu ont marqué le début d'une nouvelle période. Cette affirmation ne peut se mesurer arithmétiquement, mais par le fait qu'il s'agit de l'effacement de l'armée Bourgeoise, donc de l'Etat bourgeois.

Ceci multiplie les contradictions internes de la bourgeoisie. Chaque couche du capital monopolistique cherche à sauvegarder et à utiliser les forces de l'Etat, pour sauvegarder ses intérêts propres sans tenir compte de ses intérêts collectifs et du capitalisme financier.

LA BOURGEOISIE FRANCAISE ESCOMPTE L'AIDE DU KREMLIN

La bourgeoisie française espère que la bureaucratie du Kremlin lui sera d'un secours précieux, pour obtenir « une paix honorable en Indochine », et dans la lutte contre le prolétariat français.

Elle compte et compte de plus en plus sur le Kremlin pour imposer à Ho-Chi-Minh le renoncement à lutter jusqu'à l'expulsion des Français d'Indochine.

A Genève, Molotov fait tout ce qui est en son pouvoir pour sauvegarder ce qui peut être des intérêts français en Indochine. Tenu du rôle de l'organisation du Viet-Minh, de retrait du corps expéditionnaire tout en remettant à un comité international le contrôle, d'expéditions dans les lieux d'expéditions organisés par les seuls Viet-Namais, ce qui était la position du Viet-Minh exposée par Phan Van Dong.

Dans l'intention de définir une politique d'ensemble cohérente, les diverses couches de la bourgeoisie ont de plus en plus une seule base commune : essayer d'utiliser les bons offices du Kremlin, sans pour autant rompre avec les USA, mais se contraindre en essayant de s'appuyer sur l'un et l'autre.

D'autant plus en France l'appui politique du P.C.F. est absolument indispensable comme frein principal aux luttes ouvrières et à la lutte politique contre la guerre.

La direction du P.C.F. fait tout ce qui lui est possible pour paralyser le prolétariat français. La façon dont elle a organisé, grâce du 28 avril, sa position sur le Front Unique, sa gestion sur la guerre d'Indochine (pacifisme blanc,

sauf sorte d'action), les efforts qu'elle fait pour détourner l'attention du prolétariat français sur le problème de la CED pour justifier l'alliance avec l'alle le plus chauvine de la bourgeoisie sont autant de moyens qui tendent à empêcher les travailleurs d'agir.

Mais tout en s'efforçant de stériliser la classe ouvrière française, en capturant et en utilisant le potentiel bourgeois (ter me) la direction du P.C.F. s'efforce au maximum de garder son contrôle sur les militants du P.C.F. et de la grande partie possible des travailleurs.

APRES LA GREVE DU 28 AVRIL

La grève du 28 avril si elle fut volontairement sabotée par la direction du P.C.F. avait dû être mise en avant pour opposer aux militants du P.C.F. qui sous la pression des travailleurs posent le problème de la grève générale, et du Front Unique.

Cela aurait été une absurdité sans bornes d'opposer au mot d'ordre de grève générale de 24 heures le mot d'ordre de grève générale illimitée. Il fallait au contraire lui donner son véritable contenu : étape vers la grève générale jusqu'à la victoire et au défilé de la CGT pour la mobilisation de toutes les couches de la bourgeoisie (ter me) la direction du P.C.F. et de la CGT présentent le problème du Front Unique à la base dans des comités démocratiques en opposition au Front Unique au sommet, nécessaire à une définition organisationnelle sans ambiguïté : le Comité Paritaire.

De même y compris dans la politique de Front Unique du P.C.F. il serait absurde de ne pas distinguer que même si c'est pour les besoins du parti, les éléments corrects sont incorporés, afin de répondre aux besoins des militants du P.C.F. Ainsi les propositions faites aux différents comités syndicaux pour l'organisation de la grève de 24 heures, ainsi que les conférences ouvrières, étaient à la fois destinées à répondre aux besoins des militants tout en sabotant la réalisation du Front Unique. Il était de la plus grande importance d'utiliser au maximum l'aspect valable des propositions et de définir de la CGT pour démontrer ce qui était une politique de Front Unique correcte.

Cette tâche le Parti l'a accomplie avec succès. En montrant à partir du fait que la direction du P.C.F. est incapable de s'adresser aux autres directions centrales : que le problème était de réaliser le Front Unique entre toutes les directions pour pouvoir mobiliser les travailleurs. En utilisant la tribune des Conférences Ouvrières pour définir — les formes et les propositions unitaires les plus adaptées à la période actuelle — les Paritaires à tous les échelons, Assises Nationales et leur véritable contenu — en traçant l'objectif immédiat du Front Unique — la grève générale.

La politique du P.C.F. est plus que ja-

mais une politique de collaboration de classes, de sauvegarde des intérêts de la bourgeoisie. Mais elle présente des failles qui tendent à être plus à s'éclaircir, que la bureaucratie du Kremlin ne contrôle plus la pointe avancée des révolutions chinoises. La Chine et l'Indochine, qu'en France elle ne pourra plus jamais contrôler comme elle le fit, les masses et les militants du P.C.F. mais qu'au contraire elle se heurte à leur méfiance.

La grève du 28 avril n'a nullement démolir la classe ouvrière. Si même elle fut conçue dans le but de court-circuiter, expérimenté d'abord, elle a au contraire été un élément de politisation supplémentaire des masses et des militants du P.C.F.

1) Le succès de la grève là où une politique unitaire a triomphé (Loire-Inférieure).

2) Avoir bien au moment où l'appareil d'Etat bourgeois subit un coup aussi puissant que celui porté par le Viet-Minh, la Chine et l'Indochine, de s'engager dans la lutte, la politique anti-unitaire des dirigeants de la CGT, leur refus de préparer la grève générale, expérimenté d'abord, elle a au contraire été un élément de politisation supplémentaire des masses et des militants du P.C.F.

3) Sur cette base se développe la compréhension de la nécessité d'une nouvelle direction.

LUTTE POUR LE POUVOIR OUVRIER

Une situation explosive sans pareille dans le passé, nait en France. Les masses posent de plus en plus l'ensemble des problèmes politiques : La grève générale pour les revendications.

« La lutte pour la fin de la guerre d'Indochine.

« La lutte contre la préparation à la guerre.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

« De plus en plus se développe la conscience que toutes ces questions peuvent être résolues seulement si la question gouvernementale l'est.

Argentine : "Heure de la guerre civile" Le Guatemala contre Wall-Street

(De notre correspondant en Amérique Latine)

L'Éclair, le journal péroniste, se précipite sur le prestige de Péron et le manque de prestige de l'opposition. Se refusant systématiquement à aborder la situation actuelle, il se borne à dire : « Grâce à Péron, la situation est meilleure qu'il y a dix ans. Contre un retour à la misère, votes Péron. La classe ouvrière y opposa la même indifférence qu'au radicalisme, malgré les pressions de toutes sortes, notamment la mobilisation forcée des adhérents des syndicats (1). »

On sait que le péronisme remporta les élections avec cinq millions de voix contre deux millions à deux radicaux. La classe ouvrière dans sa majorité a voté Péron, sans enthousiasme et sans confiance, surtout faute de voir une autre issue. Son vote pour Péron ne contredit pas le processus de « déperdition » de la classe, lequel s'exprime surtout par la lutte contre l'offensive capitaliste et contre les bureaucrates de la C.G.T. qui tente d'empêcher la mobilisation ouvrière.

Il n'est pas étonnant que le plus grand Péron la confiance aveugle d'il y a quelques années et s'oppose à sa demande de blocage des salaires. L'avant-garde de la classe ouvrière argentine, formée dans le péronisme, commence à lutter dans ses syndicats et à chercher une voie. Elle est sollicitée par le mouvement trotskiste, le communisme (stalinien) et le Parti socialiste.

Le parti communiste, le plus faible d'Amérique latine, subit la répression, et son influence sur l'avant-garde est à peu près nulle. En 1943, le stalinisme argentin fut chassé par Péron de ses fonctions importantes dans le mouvement syndical. La classe ouvrière s'en méfia, à la suite de sa collaboration avec l'impérialisme et l'impérialisme. Pendant la guerre il brisa les grèves dans les entreprises nord-américaines et anglaises, alliées à démocratiques à du Front Populaire. En 1945, il forma avec les radicaux et les socialistes un Front populaire (l'Union Démocratique) ouvertement appuyé par l'impérialisme yankee, alors ennemi déclaré de Péron. Ensuite, le stalinisme a soutenu Péron lors de ses accrochages avec les socialistes, puis l'ancien Front National s'est réconcilié avec les États-Unis. Ceci fut le thème de sa campagne électorale en 1946, qui donna le soutien du prolétariat. Cependant, les stalinistes agitent les problèmes de l'augmentation des salaires et du chômage.

En 1946, on a vu à Buenos-Aires (contre 21.000 voix) et à Avellaneda (contre 2.000 voix) et à Avellaneda et Cuatro de Junio (contre 5.000 voix).

Le Parti socialiste était jusqu'à son dernier un groupe d'intellectuels lié à l'impérialisme yankee et méprisé de la classe ouvrière. Un groupe soutenu par Péron réalisa un putsch et s'empara de la direction du Parti. Depuis, il développe un vaste programme de réformes. Péron compte s'en servir comme soupape de sûreté au moment de la débauche des masses.

Mais ce parti n'est pas homogène. Il existe une aile ouvrière qui se refuse violemment à être le jouet du péronisme, et développe un programme ouvrier indépendant. Le Parti et Cuatro de Junio, centre industriel du pays, le Parti socialiste développe un programme répondant aux besoins de la classe ouvrière sans militants et dirigeants syndicaux des grandes usines et lança le mot d'ordre « Ne votez pas pour Péron, vous ouvriers ». Ainsi fut montrée à l'avant-garde la nécessité de suivre un chemin indépendant, d'appuyer un parti ouvrier qui rompe avec les parties bourgeoises, que ce soit le péroniste ou le radical.

En outre, le programme suivant fut lancé : « Les conditions de travail échelle mobile des salaires, garantie légale contre le chômage, nationalisation des entreprises impérialistes, lutte contre le trafic d'opium, conférence latino-américaine des travailleurs. »

Les meetings faits aux portes des usines et dans les cantines collectives furent largement diffusés.

Cela se traduisit par 3.000 votes socialistes, notamment par un parti nouveau, dont les candidats disposèrent de vingt jours pour se mettre en contact avec la classe.

Au total, ces élections dernières signifient que l'avant-garde du prolétariat argentin, lentement mais sûrement, est en train de tracer son propre chemin, de se libérer de la mainmise de la bourgeoisie et de ses partis.

Le 28 février dernier eurent lieu les élections collectives des usines d'industrie. Il s'agissait de les renouveler. Pour cette nouvelle élection, toutes les traditions étatiques par le péronisme furent respectées. Apparaurent, en cas d'impossibilité d'accord entre les parties, était le gouvernement qui imposait son arbitrage sans appel. C'est le gouvernement décida de laisser travailler et patrons régler ensemble leurs comptes. Cette politique vitait deux objectifs : éviter de tomber de responsabilités devant la classe ouvrière pour les faibles augmentations qu'elle obtiendrait ; donner aux bureaucrates de la C.G.T. devant la classe ouvrière, une aureole de lutteurs.

C'est dans ces conditions que les négociations commencèrent. Le 6 mars, la C.G.T. pour la première fois depuis de longues années, décida d'organiser des manifestations de protestation dans tout le pays (grèves partielles et grèves perdues). Ces moyens de lutte plus ou moins pacifiques obtinrent à la signature de plusieurs conventions collectives. Aucun accord ne put intervenir, toutefois, dans les industries du textile, de la métallurgie, du cuir, du tabac, des pâtes alimentaires, de la

chaussure, et dans quelques autres où la situation fut particulièrement délicate par la C.G.T. Les grèves qui suivirent alors eurent un caractère bureaucratique marqué. C'est d'un haut que furent imposées les grèves, sans communication à la corporation des objectifs fixés au mouvement, sans tenir l'assemblée des travailleurs, sans spécification de durée de la grève, sans aucune explication ensuite de l'ordre de reprise, etc. En même temps, les journaux ne donnaient pas la moindre information : à lire un journal argentin, on aurait cru que rien ne se passait.

Ainsi furent créées une inquiétude et une confusion croissante dans divers secteurs de la classe ouvrière. C'est ainsi que les corporations de la chambre, du tabac et des pâtes alimentaires jusqu'à la destruction de machines et mêmes d'usines.

LA GREVE DE LA METALLURGIE

(De notre correspondant à New-York)

La grande nervosité de la bourgeoisie américaine est due, avant tout, à l'échec des grèves de 1947. Non-capitalistes dans le monde, symbolisés par la chute de Dien-Bien-Phu, et aux signes précurseurs d'une crise économique aux USA, vu les faiblesses de l'alliance occidentale (que la politique anglaise reflète assez clairement dans le domaine diplomatique), et l'esprit des masses européennes et asiatiques (et l'existence d'un puissant mouvement syndical américain), Wall-Street ne peut pas encore déclencher une troisième guerre mondiale pour détruire les États non-capitalistes et pour éviter la crise. Une guerre à l'initiative d'un tel de la guerre générale ? Une intervention en Indochine ? Il y a, certes, à Washington, des avocats d'une intervention plus active en Indochine, mais dans l'ensemble, les milieux bureaucratiques et militaires ont une population américaine n'y est pas du tout favorable et, militairement, cette guerre serait encore plus difficile que celle de Corée, après l'impopulaire guerre de Corée, le deuxième conflit asiatique paraît extrêmement risqué.

L'optimisme officiel du gouvernement Eisenhower quant à l'évolution de la situation économique s'est révélé être sans fondement. En mars, 160.000 ouvriers industriels perdirent leurs places. Dans la semaine finissant le 3 avril, 339.000 nouvelles demandes d'indemnités de chômage furent déposées. 15 % des ouvriers et employés du groupement de l'acier « United Steel » étaient en chômage en avril. Dans l'Etat de Michigan, centre de l'industrie automobile, 18 % des travailleurs sont en chômage depuis le mois de mars (d'après le Michigan State Travail des États-Unis, 6 %). Dans les régions charbonnières la situation est assez grave : le recul de la production de charbon, minier et la mécanisation, accablés de mines en sont responsables. Ainsi, à Scranton, 12 % des travailleurs sont en chômage. Dans l'Etat de Pennsylvanie à Hazelton 12 %, à Pottsville 12 %. Certaines sociétés voudraient utiliser ce recul pour s'engager dans une offensive contre le syndicat des mineurs.

Il ne faut pas croire, cependant, que le danger d'une crise réduisant le combatif des ouvriers américains. Le nombre d'entre eux comprennent que la revendication des 30 heures de travail hebdomadaire payées 40 heures de salaire est un objectif réalisable.

Le 26 mai, était signée la convention collective qui accordait une augmentation de 45 % en moyenne, sans paiement des jours de grève.

« Le même jour, la section d'Avellaneda de l'U.O.M. donna l'ordre de travailler sans grève, sans explication. L'ordre fut respecté, avec des grèves partielles de nuit. Le coup ne réussit pas, les conditions furent les mêmes, la direction syndicale se vit obligée de convoquer l'Assemblée des délégués. A l'énoncé des clauses de la convention collective, les agents de patrons l'ont empêché de continuer. Les bureaucrates, voyant qu'ils perdaient le contrôle du congrès et que leur vie serait en danger, ont tenté de faire intervenir le congrès, sortirent leurs revolvers et firent feu sur la foule. Ce crime se solda par cinq morts et une quantité de blessés. »

Grande fut l'indignation des métallos contre ce crime, et de nombreux travailleurs se massèrent devant le syndicat pour crier leur protestation. Un meeting fut organisé, inspiré par les stalinistes, qui forma un comité de grève.

Ainsi que l'avait prévu le Parti O.M.U. le Comité Central du 31 mai, la répression fut menée principalement non par la police, mais par les bureaucrates syndicaux eux-mêmes. C'est ainsi qu'aux usines TAJET d'Avellaneda, un moment où les travailleurs s'apprêtaient à abandonner les usines, ils furent arrêtés par les bandes armées des bureaucrates (il n'y eut heureusement que 2 blessés). Les bandes d'hommes de main furent dirigées par les agents de patrons. Les bureaucrates syndicaux, étaient lancés par camion sur toutes les usines.

FUSILLADE AU CONGRES DE DELEGUES

Le 26 mai, était signée la convention collective qui accordait une augmentation de 45 % en moyenne, sans paiement des jours de grève.

« Le même jour, la section d'Avellaneda de l'U.O.M. donna l'ordre de travailler sans grève, sans explication. L'ordre fut respecté, avec des grèves partielles de nuit. Le coup ne réussit pas, les conditions furent les mêmes, la direction syndicale se vit obligée de convoquer l'Assemblée des délégués. A l'énoncé des clauses de la convention collective, les agents de patrons l'ont empêché de continuer. Les bureaucrates, voyant qu'ils perdaient le contrôle du congrès et que leur vie serait en danger, ont tenté de faire intervenir le congrès, sortirent leurs revolvers et firent feu sur la foule. Ce crime se solda par cinq morts et une quantité de blessés. »

Grande fut l'indignation des métallos contre ce crime, et de nombreux travailleurs se massèrent devant le syndicat pour crier leur protestation. Un meeting fut organisé, inspiré par les stalinistes, qui forma un comité de grève.

Ainsi que l'avait prévu le Parti O.M.U. le Comité Central du 31 mai, la répression fut menée principalement non par la police, mais par les bureaucrates syndicaux eux-mêmes. C'est ainsi qu'aux usines TAJET d'Avellaneda, un moment où les travailleurs s'apprêtaient à abandonner les usines, ils furent arrêtés par les bandes armées des bureaucrates (il n'y eut heureusement que 2 blessés). Les bandes d'hommes de main furent dirigées par les agents de patrons. Les bureaucrates syndicaux, étaient lancés par camion sur toutes les usines.

ROLE DE DIVERSION DES STALINIENS

Pour obtenir le retour au calme, le ministère de l'Intérieur ordonna à la bureaucratie de relâcher les grèves terrorisées. Et c'est ainsi qu'un meeting stalinien se transforma en manifestation sans que la police se départisse de son attitude habituelle. Dans ce mouvement, les stalinistes perdirent une magnifique occasion — et ils le furent — de se débarrasser d'un danger sérieux. Ils furent perdus dans l'attente d'une poursuite de la grève alors qu'ils n'étaient pas suivis par la corporation, ils furent abandonnés d'une poursuite de la grève alors qu'ils n'étaient pas suivis par la corporation, ils furent abandonnés comme boucs émissaires par la police. Le refrain partout fut : « qui a tiré

sur les ouvriers ? Les communistes ! »

Face à l'offensive capitaliste, la classe ouvrière argentine n'avait rien pu se défendre, réduite comme elle l'était à un état d'atomisation. Dans de multiples cas elle a cependant su démontrer sa combativité, et a en fin de compte tenu une certaine course de débris à travers ces mouvements. La forme prise par les derniers événements montre assez quel fut le caractère de la lutte. L'offensive de tout mouvement non contrôlé par la C.G.T. mettra en mouvement des forces de guerre civile.

J. JORAL.

La bourgeoisie américaine est très nerveuse

(De notre correspondant à New-York)

La grande nervosité de la bourgeoisie américaine est due, avant tout, à l'échec des grèves de 1947. Non-capitalistes dans le monde, symbolisés par la chute de Dien-Bien-Phu, et aux signes précurseurs d'une crise économique aux USA, vu les faiblesses de l'alliance occidentale (que la politique anglaise reflète assez clairement dans le domaine diplomatique), et l'esprit des masses européennes et asiatiques (et l'existence d'un puissant mouvement syndical américain), Wall-Street ne peut pas encore déclencher une troisième guerre mondiale pour détruire les États non-capitalistes et pour éviter la crise. Une guerre à l'initiative d'un tel de la guerre générale ? Une intervention en Indochine ? Il y a, certes, à Washington, des avocats d'une intervention plus active en Indochine, mais dans l'ensemble, les milieux bureaucratiques et militaires ont une population américaine n'y est pas du tout favorable et, militairement, cette guerre serait encore plus difficile que celle de Corée, après l'impopulaire guerre de Corée, le deuxième conflit asiatique paraît extrêmement risqué.

L'optimisme officiel du gouvernement Eisenhower quant à l'évolution de la situation économique s'est révélé être sans fondement. En mars, 160.000 ouvriers industriels perdirent leurs places. Dans la semaine finissant le 3 avril, 339.000 nouvelles demandes d'indemnités de chômage furent déposées. 15 % des ouvriers et employés du groupement de l'acier « United Steel » étaient en chômage en avril. Dans l'Etat de Michigan, centre de l'industrie automobile, 18 % des travailleurs sont en chômage depuis le mois de mars (d'après le Michigan State Travail des États-Unis, 6 %). Dans les régions charbonnières la situation est assez grave : le recul de la production de charbon, minier et la mécanisation, accablés de mines en sont responsables. Ainsi, à Scranton, 12 % des travailleurs sont en chômage. Dans l'Etat de Pennsylvanie à Hazelton 12 %, à Pottsville 12 %. Certaines sociétés voudraient utiliser ce recul pour s'engager dans une offensive contre le syndicat des mineurs.

Il ne faut pas croire, cependant, que le danger d'une crise réduisant le combatif des ouvriers américains. Le nombre d'entre eux comprennent que la revendication des 30 heures de travail hebdomadaire payées 40 heures de salaire est un objectif réalisable.

A lutte engagée depuis dix ans par l'impérialisme américain contre le Guatemala est maintenant passée au premier plan et domine la vie politique de toute l'Amérique latine.

La petite république d'Amérique centrale semblait pourtant peu vouée à jouer le rôle de leader de la lutte anti-impérialiste. Les éléments pratiquement seule ressource du pays, les chemins de fer, les banques, les principales entreprises industrielles étaient en grande partie privées de l'United Fruit C., un des trusts les plus puissants du monde. Ce trust tend à domination sur toute l'Amérique centrale, et Haiti, la République Dominicaine, Cuba. Depuis

toujours, ces régions étaient considérées comme des colonies acquiescentes, il ne manquait que l'épithète officielle.

On connaît assez l'imagination fertile des agences de presse et du gouvernement yankee pour ne pas croire un instant que le gouvernement du colonel Arbenz soit devenu une nouvelle république soviétique. En fait, par rapport aux nécessités du pays, les réformes sont modestes. La réforme agraire ne s'attaque qu'aux très grandes propriétés et ne distribue que les terres non cultivées. Seulement il se trouve que c'est précisément le cas de la moitié des territoires immenses appartenant à l'United Fruit. On comprend donc qu'une réforme agraire, se ramenant en fait à une mise en valeur des latifundia et qui aurait pu, dans certaines circonstances être faite par l'importé gouvernement bourgeois, a rencontré l'hostilité de Wall-Street.

Si d'ailleurs la lutte a pris un caractère tel que Wall-Street arme le Honduras, le Nicaragua et, en outre temporairement sous son contrôle, c'est que les paysans et ouvriers guatémaltèques lui ont donné un sens beaucoup plus large. Comme en Bolivie, les paysans se sont peu souciés des précautions gouvernementales et ont simplement occupé par la force les terres des gros propriétaires. Les ouvriers se sont peu souciés de diplomatie internationale et ont imposé à l'United Fruit et à ses filiales un relèvement substantiel des salaires. Comme en Bolivie, les ouvriers et paysans armés en milices ont repoussé près de trente soulèvements des éléments réactionnaires. Comme nord-américain. Ce n'est pas une volonté de libéralisme bourgeois qui soutient le Guatemala dans sa lutte, ce sont les masses en armes.

C'est là qu'est le danger pour la bourgeoisie nationale comme pour l'impérialisme. La lutte du Guatemala a provoqué le plus vif enthousiasme dans tous les pays d'Amérique latine. Au Honduras, au Costa-Rica, en Colombie, des grèves et manifestations puissantes se sont déroulées. Les grévistes argentins de la métallurgie ont donné leur appui aux ouvriers et paysans guatémaltèques.

Ce mouvement est si puissant que les États-Unis semblent reculer devant l'intervention militaire ouverte, par crainte de voir balayer leurs gouvernements fantoches dans toute l'Amérique centrale. Wall-Street tente de convaincre les bourgeoisies nationales que le danger véritable est le communisme autocratique dit la lutte autonome des masses anti-impérialistes. La répression s'est accrue dans l'ensemble de l'Amérique latine. En Bolivie, en Argentine, au Chili, on procède à l'arrestation des éléments réactionnaires. L'impérialisme yankee se développe dans les quasi-colonies yankees en Amérique centrale.

Mais la peur est mauvaise conseillère. Les bourgeoisies nationales peuvent remporter des succès temporaires et faire peser leur poids accru sur celui de Wall-Street, mais au vervec de la marmite, l'explosion n'en sera que plus violente. Dans le monde entier, le sol s'ébranle sous l'impérialisme nord-américain.

Si d'ailleurs la lutte a pris un caractère tel que Wall-Street arme le Honduras, le Nicaragua et, en outre temporairement sous son contrôle, c'est que les paysans et ouvriers guatémaltèques lui ont donné un sens beaucoup plus large. Comme en Bolivie, les paysans se sont peu souciés des précautions gouvernementales et ont simplement occupé par la force les terres des gros propriétaires. Les ouvriers se sont peu souciés de diplomatie internationale et ont imposé à l'United Fruit et à ses filiales un relèvement substantiel des salaires. Comme en Bolivie, les ouvriers et paysans armés en milices ont repoussé près de trente soulèvements des éléments réactionnaires. Comme nord-américain. Ce n'est pas une volonté de libéralisme bourgeois qui soutient le Guatemala dans sa lutte, ce sont les masses en armes.

C'est là qu'est le danger pour la bourgeoisie nationale comme pour l'impérialisme. La lutte du Guatemala a provoqué le plus vif enthousiasme dans tous les pays d'Amérique latine. Au Honduras, au Costa-Rica, en Colombie, des grèves et manifestations puissantes se sont déroulées. Les grévistes argentins de la métallurgie ont donné leur appui aux ouvriers et paysans guatémaltèques.

Ce mouvement est si puissant que les États-Unis semblent reculer devant l'intervention militaire ouverte, par crainte de voir balayer leurs gouvernements fantoches dans toute l'Amérique centrale. Wall-Street tente de convaincre les bourgeoisies nationales que le danger véritable est le communisme autocratique dit la lutte autonome des masses anti-impérialistes. La répression s'est accrue dans l'ensemble de l'Amérique latine. En Bolivie, en Argentine, au Chili, on procède à l'arrestation des éléments réactionnaires. L'impérialisme yankee se développe dans les quasi-colonies yankees en Amérique centrale.

Mais la peur est mauvaise conseillère. Les bourgeoisies nationales peuvent remporter des succès temporaires et faire peser leur poids accru sur celui de Wall-Street, mais au vervec de la marmite, l'explosion n'en sera que plus violente. Dans le monde entier, le sol s'ébranle sous l'impérialisme nord-américain.

Ralph CARLTON.

ENRIQUE GONZALEZ.

LE PROGRAMME DE BAI

DANS la vie de tout mouvement politique, qu'il soit prolétarien ou bourgeois, démocratique ou bureaucratique, la tenue d'un Congrès représente un moment particulier : celui où chacun est contraint de s'élever au-dessus de ses intérêts immédiats, de dépasser ses préjugés et de faire surgir la vérité, la vie, de fonder sa pratique du lendemain sur une base de principes.

Le Parti Communiste Français n'échappa pas à cette règle : ce ne sont pas ses congrès qui élaborent la politique suivie par lui ; mais ils doivent nécessairement la refléter, pour assurer l'exécution de sa politique qu'elle résulte de la collaboration des classes. Dans un tel Congrès, et d'une théorie de la collaboration des classes.

Parti de la classe ouvrière luttant pour le socialisme, le PCF est par la lettre de ses statuts et de son programme, l'est dans la volonté de ses 500.000 militants. Mais personne ne s'en douterait à la lecture des thèses de son XIII^e Congrès et du programme d'action mis en avant ! Le régime de la bourgeoisie n'a peut-être pas été renversé, mais Monsieur Servin déclare préemptoirement au XIII^e Congrès du PCF : « Ce n'est pas encore la lutte pour le socialisme qui est à l'ordre du jour ». Ceci plus d'un siècle après le Manifeste Communiste et 37 ans après la Révolution d'Octobre.

collaboration avec la bourgeoisie identifiée dans ses n'ont pas la possibilité de la revêtir des oripeaux « conquête pacifique de l'Etat », et démocratie sans socialisme », etc. Ils en sont empêchés à la fois : d'une part par les conditions de la lutte, et par un beaucoup appuyé en six ans et à qui personne n'a un partisan du socialisme. Il ne leur reste donc à simplement sur la nature et les perspectives du mouvement, à leur justification, ébranlée de la base de la réaction bourgeoise :

LE SOCIALISME ? PAS A L'ORDRE DU JOUR

Parti de la classe ouvrière luttant pour le socialisme, le PCF est par la lettre de ses statuts et de son programme, l'est dans la volonté de ses 500.000 militants. Mais personne ne s'en douterait à la lecture des thèses de son XIII^e Congrès et du programme d'action mis en avant ! Le régime de la bourgeoisie n'a peut-être pas été renversé, mais Monsieur Servin déclare préemptoirement au XIII^e Congrès du PCF : « Ce n'est pas encore la lutte pour le socialisme qui est à l'ordre du jour ». Ceci plus d'un siècle après le Manifeste Communiste et 37 ans après la Révolution d'Octobre.

LE PROGRAMME DE BAI

La condition de tout accord est l'existence d'un objectif commun à la classe ouvrière française et à la bourgeoisie américaine. Ce n'est pas le cas. « L'Observateur » il y a quelques mois, a répondu est « avant tout de changer la politique extérieure ». C'est-à-dire celle qui régit les rapports sociaux entre les pays, et après s'être débarrassé de ces « questions litigieuses » (facilités », selon les termes de Thorez ! Vraiment la paix sociale (et coloniale) à la bourgeoisie n'est pas un objectif commun à la classe ouvrière, plus comme une offre de paix sociale, mais comme celle de paix sociale.

LE XIII CONGRES EN APPEL

C'est ce qui ressort très clairement des dix nous annonce le « Programme de Baille » du PCF. Ce programme, qui est le résultat de la réflexion et à l'arrière-plan et « envelopper d'un brouillard Côté stratégique », pas la moindre mention d'une classe ouvrière, d'une perspective de lutte quel que soit le régime, et la pression exercée par les masses : de Genève.

DEGRADATION DU REFORMISME

Mais, de loin, on veut bien continuer à « saluer » le socialisme et à vanter son idéal. Le XIII^e Congrès ne crée pas ce chapitre. Il proclame très fortement que jamais et seule la destruction de l'impérialisme peut assurer définitivement toute possibilité de guerre » (thèse 5), d'une part, que seule la dictature du prolétariat, ou démocratie socialiste, donne la liberté réelle » (thèse 10), d'autre part, que « la bourgeoisie n'est pas la seule à avoir une lutte réelle pour la paix ainsi que pour la liberté. Mais, comme tout le monde, en ayant cette lutte pour le socialisme de l'ordre du jour, parvenir à « faire pencher la balance » en faveur de la paix » (thèse 3) ? Comment l'Union des masses peut-elle assurer dans ce cadre la ligne que comment on-ou laisse croire un seul instant un caractère démocratique et pacifique du gouvernement de politiciens bourgeois que le PCF appelle de ses vœux depuis octobre dernier, qu'il s'apprête à soutenir effectivement « dans le Parlement et dans les pays ? » (thèse 11) ? La solution est évidente. C'est que, dans les thèses du XIII^e Congrès la critique du capitalisme abstrait ne parvient pas à dissimuler la capitulation devant les capitalistes réels.

LE PROGRAMME DE BAI

La condition de tout accord est l'existence d'un objectif commun à la classe ouvrière française et à la bourgeoisie américaine. Ce n'est pas le cas. « L'Observateur » il y a quelques mois, a répondu est « avant tout de changer la politique extérieure ». C'est-à-dire celle qui régit les rapports sociaux entre les pays, et après s'être débarrassé de ces « questions litigieuses » (facilités », selon les termes de Thorez ! Vraiment la paix sociale (et coloniale) à la bourgeoisie n'est pas un objectif commun à la classe ouvrière, plus comme une offre de paix sociale, mais comme celle de paix sociale.

LE XIII CONGRES EN APPEL

C'est ce qui ressort très clairement des dix nous annonce le « Programme de Baille » du PCF. Ce programme, qui est le résultat de la réflexion et à l'arrière-plan et « envelopper d'un brouillard Côté stratégique », pas la moindre mention d'une classe ouvrière, d'une perspective de lutte quel que soit le régime, et la pression exercée par les masses : de Genève.

(1) Voir « La Vérité », n° 337.

L'APPEL DU P.C.F. : Les opportunistes...

(Suite de la première page)

La volonté des masses

Les grandes organisations ouvrières vont-elles entendre la voix qui vient d'en bas ? Les masses laborieuses de ce pays tournent leur regard vers leurs partis et organisations. Elles attendent que le Parti Communiste Français et le Parti Socialiste, que la CGT et la CGT-FO fassent leur programme anticapitaliste, que les dirigeants de ces organisations rompent avec les partis et les hommes politiques de la bourgeoisie.

Les masses laborieuses attendent que Guy Mollet et Boiteux rompent avec les politiciens bourgeois « cedistes » qui ont nom Bidault, Schuman, Pleven et autres.

Elles n'attendent pas moins que Thorez et Duclos cessent de sacrifier leurs intérêts de classe au soutien de politiciens bourgeois anti-CEDistes comme le RPF Soustelle, le radical Daladier ou l'ancien Vichyste Louis-tanau-Lacau ; ils sont pour elles des ennemis de classe au même titre que les Bidault et Cie.

Les travailleurs attendent de leurs partis politiques et de leurs organisations syndicales qu'ils rompent les liens multiples qui les unissent à la classe ennemie, et qu'ils s'unissent pour former le gouvernement ouvrier et paysan, seul capable de satisfaire leurs aspirations.

EN AFRIQUE DU NORD

(Suite de la première page)

La liberté de l'oppression nationale des peuples colonisés. Il n'est cependant pas inutile de noter que c'est du côté « français » que sont partis l'assassinat de l'émir Hached et de Hedi Chaker imputés à ce jour, la déposition du Sultan et les massacres des grands Comers à Casablanca. C'est en Tunisie à ces mesures que les peuples nordafricains ont commencé à se poser le problème de la résistance et que les éléments les plus décidés se sont armés.

Le général commandant des troupes françaises de Tunisie, entend casser « de l'Arabie ». De Castries et Navarre veulent « casser du Viet » Dien-Bien-Phu à son tour le glas de ces fanfaronnades. La montée révolutionnaire des masses arabes et ses échos immédiats en France même. Liquidation des espoirs de l'impérialisme français quant à ses possibilités de maintenir « l'ordre » en Afrique du Nord.

Les provocations contre Bourghiba et Messali, les arrestations de militants MTLD, les discours de Leonard, Lacroix et Volzard, autant de démonstrations qui confirment le fait que l'unification des luttes à travers tout le Maghreb est à l'ordre du jour. Dans le combat libérateur, la victoire des masses est assurée. La rapidité plus ou moins grande de cette victoire dépend dans une mesure non négligeable de la solidarité active du peuple français et de la politique des organisations ouvrières françaises. Nul doute que la volonté de lutte qui nait parmi les masses ouvrières de ce pays apportera son aide aux mouvements d'indépendance nationale. Le sort en est jeté. L'impérialisme français s'effondrera en Afrique du Nord. Il s'effondrera en Indochine. Les peuples opprimés se libéreront de leurs chaînes.

Il faut agir et tout de suite

(Suite de la première page)

Les dirigeants des grandes organisations ouvrières vont encore une fois calmer la patience. Aux fonctionnaires, par exemple, qui veulent s'engager dans la grève générale, ils prétexteront de l'absence de gouvernement pour leur demander d'attendre que le Parlement bourgeois réussisse à former un nouveau gouvernement capitaliste présidé par Mendès-France, et que celui-ci prenne le temps d'opposer un nouveau non à leurs revendications légitimes.

Ils vont suppler les exploits de patienter encore un peu — pour « juger du futur gouvernement à ses actes », comme si nous ne savions pas d'avance qu'un gouvernement bourgeois fut-ce un radical, un Mendès-France, ne peut nous accorder que des promesses, ou des miettes, et non satisfaire nos légitimes aspirations.

Les travailleurs imposent leur gouvernement

Les travailleurs se souviennent pourtant qu'en juin 36 les capitalistes ont eu le temps de réfléchir sur toute la ligne face à leur grève générale, justement parce qu'en juin 36 ils n'ont pas attendu la formation du gouvernement présidé par Léon Blum pour agir et pour valancer.

Les travailleurs ne croient plus que la solution du problème gouvernemental ne soit dans les mains du Parlement. Les dirigeants du PS et de la CGT-FO prétendent qu'ils sont en minorité à l'Assemblée Nationale pour ne pas renvoyer le pouvoir. Les dirigeants du PCF et de la CGT prétendent que des changements fondamentaux sont possibles au Parlement parce qu'il existe une majorité bourgeoise anti-CED.

Mais le général Corniglion-Molinier (anti-CED) a voté pour Laniel tout comme un Delbos, CEDiste notoire. Aux dirigeants du PS et du PCF, les travailleurs répondront qu'ils se souviennent des leçons d'août 53. Pour la défense des intérêts de leur classe, Herriot, anti-CED, et Laniel, pro-CED, ont refusé la convocation de l'Assemblée Nationale revendiquée par Guy Mollet et Duclos.

Les travailleurs savent que le Parlement, expression des intérêts de la bourgeoisie, ne peut servir leurs intérêts, qu'il ne peut servir à fonder leur pouvoir, le pouvoir ouvrier. C'est dans les entreprises, les bureaux, les chantiers, que s'exprime le véritable rapport de forces entre les classes. Il est entièrement favorable aux masses exploitées.

Travailleurs ! La crise gouvernementale est l'expression de la crise du régime capitaliste et de la décadence de l'action des têtes de tous l'impasse absolue dans laquelle se trouve la bourgeoisie ! La crise gouvernementale exprime la faiblesse fondamentale des ennemis de la classe ouvrière, des fauteurs de guerre, des affameurs.

Travailleurs, c'est à nous d'agir pour dicter au dirigeant des grandes organisations ouvrières une politique conforme à nos aspirations. C'est nous qui, par notre action politique, nous imposons au gouvernement à BAS le gouvernement capitaliste ! Travailleurs ! Dans l'unité, manifestations notre volonté sous toutes ses formes ! Un mouvement d'ensemble assurera la défaite de la bourgeoisie et notre victoire.

Le Bureau Politique du P.C.F.

C'est n'est pas la bonne volonté contre-révolutionnaire qui manque à la bureaucratie du Kremlin qui sait que la nouvelle vague révolutionnaire la menace mortellement elle-même.

UN NOUVEAU YALTA, ESPOIR SUPREME DE LA BOURGEOISIE MONDIALE.

A Yalta, Staline, Truman et Churchill, se partagent le monde en zones d'influence et s'entendent pour faire barrage à la vague révolutionnaire issue de la deuxième guerre mondiale. Staline fit fidèlement sa part du contrat. Les dirigeants des PC d'Europe occidentale, contre la volonté des masses, adhérent à la bourgeoisie à se remettre en selle.

Aussi, devant la nouvelle vague révolutionnaire, infiniment plus ample qu'en 1944, qui, après avoir déferlé sur l'Asie, atteint l'Afrique, l'Amérique latine et l'Europe occidentale elle-même, la bourgeoisie mondiale réviselle d'un nouvel accord de Yalta d'une nouvelle Sainte-Alliance avec le Kremlin contre la révolution mondiale.

Dans son discours du printemps 1953, Churchill se félicitait de « événements heureux » survenus en Union Soviétique. Il escamotait visiblement que la crise du régime bureaucratique en URSS permettrait d'obtenir des hommes du Kremlin en échange d'un répit dans la préparation de la guerre, qu'ils usent de leurs influences sur les masses ouvrières et les peuples coloniaux par l'intermédiaire des Partis Communistes, pour refouler leur volonté révolutionnaire.

Un pas en avant cent pas en arrière

(Suite de la première page)

Le congrès de l'avenir. La plus grande partie de la discussion fut consacrée à l'examen de deux questions essentielles : la situation française (on lira par ailleurs des extraits de la résolution adoptée sur ce point) et les tâches du Parti dans cette situation. La décadence de la société française, la faillite de la bourgeoisie dans tous les domaines, la volonté de combat de la classe ouvrière, furent analysés, approfondis et commentés au cours d'une quarantaine d'interventions, et de plus de 10 heures de discussion.

Analysant les grèves d'août et juillet, le congrès des trotskystes durant cette période, les congressistes arrivèrent à la double conclusion d'une part que la situation en France est révolutionnaire, et d'autre part que la politique du PCI avait aujourd'hui plus d'importance que jamais.

La situation est révolutionnaire, ce la veut dire qu'aujourd'hui en France, il n'est pas une question qui puisse être résolue au moyen d'accords pacifiques ou de compromis avec les patrons ou le gouvernement.

La situation est révolutionnaire, cela veut dire que la classe ouvrière pose, dans sa lutte, les problèmes les plus décisifs, celui du pouvoir, celui d'une transformation radicale de la société, celui de chasser du pouvoir les maquignons, les hommes des trusts et des banques, les Laniel et autres va-

Mais la révolution chinoise a vaincu la volonté de Staline, qui exigeait que Mao se subordonne à Chiang-Kai-Chek. Et aujourd'hui, tandis qu'en France il devient de plus en plus difficile à Malenkov-Duclos de canaliser la volonté révolutionnaire des masses vers le marais du Front National Uni, la révolution asiatique à son dynamisme propre, qui ne se subordonne pas aux plans de compromis du Kremlin.

Quel que soit l'issue de la conférence de Genève, une chose est certaine : le rêve de Bidault, de voir Malenkov et Staline, révolutionnaires vietnamiens, comme Staline poinçard dans les dos les partisans grecs, de faire de Ho-Chi-Minh un nouveau Mikhaïl Staline, est devenu un rêve impossible. Le Parti Communiste Français a beau demander un « Cessez-le-feu » immédiat, préalable à tout règlement politique, Chou-En-Lai et Sun-Van-Dong refusent la dissociation des questions militaires et des questions politiques, que réclament les occidentaux.

Si un compromis est conclu finalement à Genève, il laissera intact l'essentiel des forces du Viet-Minh. Les travailleurs français, solidaires de la révolution vietnamienne, exportent contre les masses en lutte, corps expéditionnaire colonialiste, et la reconnaissance du gouvernement Ho-Chi-Minh, pour mettre fin à la « sale guerre ».

Des centaines d'arrestations ont été effectuées. Mais déjà, l'on signale des actes de résistance armée.

GRANDE-BRETAGNE

Des milliers de chauffeurs et mécaniciens de locomotives anglaises viennent de mener un mouvement de grève pour la défense de leurs conditions de travail. Le gouvernement conservateur qui chaque année paie 32 millions de livres d'indemnités aux anciens propriétaires des chemins de fer nationalisés, prétendait faire 16 millions de livres d'économies en renportant 223 et n'en laissa que 10 aux candidats officiels de la Ligue Musulmane.

Le gouvernement central de Karachi fit alors un coup de force : tirant prétexte des sanglantes émeutes des ouvriers du jute, il déposa le gouvernement provincial régulièrement élu de Dasca et nomma à sa place un gouverneur militaire.

Des centaines d'arrestations ont été effectuées. Mais déjà, l'on signale des actes de résistance armée.

U.R.S.S. — UN NOUVEAU EMPRUNT « VOLONTAIRE »

Le Conseil des Ministres vient de lancer un emprunt d'Etat destiné au développement de l'économie soviétique dans le cadre du cinquième plan quinquennal (1955-59). Dans un grand article de la « Pravda », les Finances soviétiques ont exposé longuement les chiffres illustrant les progrès économiques de l'U.R.S.S. dans tous les domaines et avoir rapporté que le gouvernement accroit d'année en année le rythme de remboursement des emprunts précédents de 85 milliards de roubles en 1953, 105 en 1954 en vient à l'emprunt en cours.

Avec le cynisme d'un bureaucrate incontrôlé il annonce : « Le placement de l'emprunt doit se faire selon le principe du plus strict volontarisme. Avec l'année passée, le montant de la souscription doit représenter le salaire de tous les employés civils et militaires... »

Le premier versement de la souscription sera effectué avec le pays de la deuxième quinzaine de juin 1954 et le dernier avec celle de la première quinzaine 1955.

Ainsi 16 milliards de roubles vont être retenus cette année encore sur le salaire des ouvriers, ce qui vient annihiler à peu près complètement les avantages escomptés de la dernière baisse d'avril de prix de détail (20 milliards de roubles).

JAPON

Le premier ministre Yoshida ayant manifesté le désir d'effectuer une tournée des capitales « occidentales » les députés socialistes, après de violentes bagarres à l'Assemblée, ont contraint à remettre son départ. Les difficultés économiques croissantes du pays, l'agitation croissante de la classe ouvrière après la manifestation géante du 7 mai ne sont pas étrangères à ces manifestations.

INDE EX « FRANÇAISE »

Un par un, les « comités » français de l'Inde retournent à l'indépendance sans que l'impérialisme français, incapable même de trouver quelques tristes, puisse esquiver la moindre défense. Sa ruine cette nouvelle défaite des colonialistes sans cependant accorder les avantages escomptés de la dernière baisse d'avril de prix de détail (20 milliards de roubles).

P. Scali

LA REVOLUTION BOLIVIENNE
1 brochure franco - 50 frs.
C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 - PARIS



PAKISTAN

La monstrueuse politique de division du territoire indien, héritage laissé par l'impérialisme anglais en 1948, s'est traduite par la constitution d'un Etat pakistanaïse à formé de 2 territoires distincts, séparés l'un de l'autre par 5.000 km. de voie de mer !

Tous les éléments du capitalisme ouest-pakistanaïse monopolisent l'industrie du jute du territoire Est (Bengale), le désavantage du point de vue économique et monétaire, refusé au peuple bengali, bien qu'il constituât la majorité de la population pakistanaïse globale, conservateur de la langue nationale. L'opposition se développe au Bengale, et s'exprime par le succès, aux récentes élections, du Front Unie présidé par Fazlul Hugi, qui sur 500 sièges en remporta 223 et n'en laissa que 10 aux candidats officiels de la Ligue Musulmane.

Le gouvernement central de Karachi fit alors un coup de force : tirant prétexte des sanglantes émeutes des ouvriers du jute, il déposa le gouvernement provincial régulièrement élu de Dasca et nomma à sa place un gouverneur militaire.

Des centaines d'arrestations ont été effectuées. Mais déjà, l'on signale des actes de résistance armée.

GRANDE-BRETAGNE

Des milliers de chauffeurs et mécaniciens de locomotives anglaises viennent de mener un mouvement de grève pour la défense de leurs conditions de travail. Le gouvernement conservateur qui chaque année paie 32 millions de livres d'indemnités aux anciens propriétaires des chemins de fer nationalisés, prétendait faire 16 millions de livres d'économies en renportant 223 et n'en laissa que 10 aux candidats officiels de la Ligue Musulmane.

Le gouvernement central de Karachi fit alors un coup de force : tirant prétexte des sanglantes émeutes des ouvriers du jute, il déposa le gouvernement provincial régulièrement élu de Dasca et nomma à sa place un gouverneur militaire.

Des centaines d'arrestations ont été effectuées. Mais déjà, l'on signale des actes de résistance armée.

U.R.S.S. — UN NOUVEAU EMPRUNT « VOLONTAIRE »

Le Conseil des Ministres vient de lancer un emprunt d'Etat destiné au développement de l'économie soviétique dans le cadre du cinquième plan quinquennal (1955-59). Dans un grand article de la « Pravda », les Finances soviétiques ont exposé longuement les chiffres illustrant les progrès économiques de l'U.R.S.S. dans tous les domaines et avoir rapporté que le gouvernement accroit d'année en année le rythme de remboursement des emprunts précédents de 85 milliards de roubles en 1953, 105 en 1954 en vient à l'emprunt en cours.

Avec le cynisme d'un bureaucrate incontrôlé il annonce : « Le placement de l'emprunt doit se faire selon le principe du plus strict volontarisme. Avec l'année passée, le montant de la souscription doit représenter le salaire de tous les employés civils et militaires... »

Le premier versement de la souscription sera effectué avec le pays de la deuxième quinzaine de juin 1954 et le dernier avec celle de la première quinzaine 1955.

Ainsi 16 milliards de roubles vont être retenus cette année encore sur le salaire des ouvriers, ce qui vient annihiler à peu près complètement les avantages escomptés de la dernière baisse d'avril de prix de détail (20 milliards de roubles).

JAPON

Le premier ministre Yoshida ayant manifesté le désir d'effectuer une tournée des capitales « occidentales » les députés socialistes, après de violentes bagarres à l'Assemblée, ont contraint à remettre son départ. Les difficultés économiques croissantes du pays, l'agitation croissante de la classe ouvrière après la manifestation géante du 7 mai ne sont pas étrangères à ces manifestations.

INDE EX « FRANÇAISE »

Un par un, les « comités » français de l'Inde retournent à l'indépendance sans que l'impérialisme français, incapable même de trouver quelques tristes, puisse esquiver la moindre défense. Sa ruine cette nouvelle défaite des colonialistes sans cependant accorder les avantages escomptés de la dernière baisse d'avril de prix de détail (20 milliards de roubles).

P. Scali

LA REVOLUTION BOLIVIENNE
1 brochure franco - 50 frs.
C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 - PARIS

Identique dans son fond à celle de 1945-47, ils le revêtir des oripeaux idéologiques du réformisme : « ... et démocratique sans cesse élargie conduisant au rapprochement à la fois par leurs efforts, leurs efforts de justice et par leur base prolétarienne, qui et à qui personne ne fera prendre Daladier, qui leur reste donc plus qu'à se taire purement et simplement. Le programme de ce mouvement démocratique est le suivant : 1) L'indépendance nationale, le respect des libertés individuelles et collectives de tous les citoyens, la défense de nos intérêts nationaux, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la défense de nos intérêts éducatifs, la défense de nos intérêts sanitaires, la défense de nos intérêts sociaux, la défense de nos intérêts économiques, la défense de nos intérêts politiques, la défense de nos intérêts culturels, la défense de nos intérêts spirituels, la défense de nos intérêts moraux, la défense de nos intérêts artistiques, la défense de nos intérêts scientifiques, la défense de nos intérêts sportifs, la défense de nos intérêts récréatifs, la

LE FRONT OUVRIER

Deux attitudes

ers uniformément dans la Fonction publique ?

LE 13^e CONGRES DU P.C.F.

(Suite de la page 7)

BIEN que nous ayons déjà analysé dans le dernier numéro de « LA VERITE » il n'est pas trop tard pour revenir sur le meeting du 25 mai. L'acquis essentiel de ce meeting, c'est d'avoir démontré que la grève générale, le jour où elle sera possible, est la diversité fondatrice du mouvement ouvrier. Chaque participant de ce meeting a emporté la conviction que c'est par cette discussion jusque et y compris sur le plan confédéral, que se décidera l'action à mener.

Un des points et non des moindres, a été que des dirigeants mêmes de la CGT, le camarade Frischmann (venu avec l'accord de Benoît Frachon) voulaient cette discussion, et pour cela étaient prêts à discuter leurs propositions avec tous ceux qui hâteraient une réalisation effective de l'unité d'action.

Cette attitude indique la compréhension de la nécessité, pour faire tomber toutes les barrières qui empêchent les travailleurs de lutter d'unir tous les efforts sans aucune exclusion, en toute franchise et clarté.

Toute autre est la voie suivie pour les « Cahiers du communisme », organe théorique du P.C.F. Dans un article intitulé « A propos des bases théoriques des agents trotskistes » il se livre à une habile colonisation éhémère contre les trotskistes, avec toute une série d'injures dont nous ferons grâce à nos lecteurs, les renvoyant aux précédentes numéros de ce pensum.

L'important, c'est de l'air que qu'ils mettent à attaquer la présence des trotskistes (et par voie de conséquence de tous ceux qui s'approprient sans toujours la ligne confédérale) dans la CGT. Dans ce but, ils font un amalgame infâme, confondant volontairement les « syndicalistes libres » et les « trotskistes », comme l'a dit Frischmann en 1952 ; et mélangant sur le plan politique, le parti trotskiste avec les renégats pablistes, Marcuse-Pierrat, et autres socialistes-démocrates et compagnons de route staliniens.

Le souci évident de l'auteur de ce petit papier va jusqu'à baptiser le journal « L'Unité Syndicale » l'union et à exposer aucune des positions qu'il défend, pas plus que celle du comité pour les Assemblées Nationales pour l'unité d'action.

Pour lui, cette confrontation idéologique ne doit exister, puisque cela ferait voler les contradictions et infamies qu'il débite en mille morceaux.

Le meeting du 25, les « Cahiers du Communisme », deux attitudes différentes. La première mène au regroupement des forces de toute la classe ouvrière, à des combats au cours desquels, comme l'a dit Frischmann et le peuple rejettera la poignée d'opresseurs et exploitateurs.

La seconde, c'est le rejet de tous les éléments révolutionnaires ou seulement sincèrement unitaires, la colonie en guise de discussion. C'est la porte ouverte grande ouverte à la collaboration des classes, pancacée contre les luttes ouvrières.

Entre ces deux politiques, il faut choisir. En août 53, la classe ouvrière a montré qu'elle choisissait la voie de l'action unie, et non celle de la discussion au profit du patron.

Roger SONTET

AUTRES l'Indochine, le CED, le SMIG, M. Laniel a laissé à son successeur le problème des traitements des fonctionnaires. Lourd héritage ! Dans ce domaine — comme dans les autres — le gouvernement définit ni sa que ruser, blâmer.

Aux enseignants qui réclamaient une indemnité réparant leur déclassement vis-à-vis des militaires, M. Laniel et ses ministres répondent en découvrant que le problème était plus général : c'est de toute la Fonction Publique qu'il allait s'occuper. Ah mais ! D'innombrables réunions interministérielles eurent lieu, qui accouchèrent de la souris des décrets du 31 mai, quelques maigres concessions aux fonctionnaires du sommet de la hiérarchie, et 333 frs d'indemnité mensuelle (et exceptionnelle) au professeur !

Par contre, le général recevait 350.000 frs d'indemnités nouvelles !

Les organisations syndicales, reflet de la colère immense qui s'est emparée de toute la Fonction Publique, ont réagi, non seulement par des protestations mais par des contacts et la préparation d'une action générale (UGFF, FO, CFTC et Autonomes) mettant au point une plate-forme commune. La FEN faisait chambre, un mouvement se prépare, qui unira dans l'action toutes les organisations de la Fonction Publique.

Ces jours derniers les diverses organisations ont réuni leurs responsables. La bataille de la Fonction Publique est lancée.

Trop longtemps l'Etat-patron a joué sur la division syndicale et sur la division entre catégories. Il est venu un moment où dans son impu-

sance totale, l'Etat bourgeois n'a pu même contester ce jeu. Les décrets du 31 mai, par leur incidence vis-à-vis de ceux qu'il entend favoriser, par le caractère provocateur des audiences distantes, ne pouvaient que déclencher une colère générale.

M. Laniel est tombé. Mais les décrets du 31 mai restent, et le problème reste posé. Les fonctionnaires ne sont plus disposés à se contenter de vagues promesses.

Leurs organisations syndicales sont d'accord sur une plate-forme minimum capable d'unir toutes les catégories et tous les échelons de la hiérarchie. L'expérience a prouvé la durabilité de ce type de compromis, comme l'efficacité de la recherche d'avantages partiels à tels ou tels échelons élevés. Le sentiment de la solidarité qui n'a plus été en la Fonction Publique est la plus importante conquête de ces derniers mois.

C'est devant ce problème que se trouvera placé le successeur de M. Laniel — quel qu'il soit. Et de tous les problèmes qu'il devra résoudre, ce n'est peut-être pas l'un des moindres : « l'assainissement » financier achoponnera sur cette ferme volonté des fonctionnaires de ne plus être les dupes et les victimes résignées de soldatant impératifs supérieurs.

Et cela bien que les directions syndicales dans la Fonction Publique comme ailleurs, soient prêtes à s'allier sur ces soldatant impératifs. M. Laniel est tombé. Qu'entend faire son successeur ? Des déléguations parallèles, FO-FEN et UGFF sont prêtes à lui le demander.

Puisque tous les fonctionnaires sont d'accord sur une plate-forme commune, cet accord doit pouvoir se manifester d'une manière plus éclatante. Face au Parlement, la Fonction Publique, manifesterait avec une force sans précédent la ferme décision des fonctionnaires d'obtenir — tout dès promesses — mais des réalisations immédiates et concrètes.

Et quel pas en avant vers le déclenchement d'une lutte générale ! Car les fonctionnaires ne se font guère d'illusions sur le montant de leur gouvernement ; au Parlement une large majorité à plusieurs reprises, a approuvé M. Laniel et ses ministres, notamment M. Edgar Faure, en raison de la résistance aux revendications, ne changera pas de politique en changeant de président du Conseil.

L'action générale de la Fonction Publique reste à l'ordre du jour, plus que jamais. Elle peut seule imposer au gouvernement l'assainissement du reclassement et l'octroi de traitements décent à l'ensemble de la Fonction Publique.

R. LEROI

(En dernière minute nous apprenons que toutes les organisations de fonctionnaires se prononcent pour une journée d'action le 23 juin.

N.D.L.R.)

Le gérant : Fontanel

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués Société Paritaire d'Impression 4, Rue Saullière - Paris (11^e)

Non à Mendès-France !

(Suite de la première page)

pression d'Afrique du Nord (Maroc, Tunisie, Algérie) et de toutes les colonies.

— Reconnaissance pleine et entière aux peuples d'Afrique du Nord et de toutes les colonies de se donner le gouvernement de leur choix.

— Pour que soient satisfaites les revendications immédiates des travailleurs et retour à l'achat de 35, garantie d'un salaire minimum vital à tous, il faut s'attaquer aux profits capitalistes, et mettre en route dans les plus brefs délais un plan de production conforme aux besoins des masses travailleuses, ce qui exige :

— le contrôle ouvrier sur la production, l'ouverture des livres de comptes.

— L'expropriation des banques (d'affaires comme de crédit), leur fusion en une banque nationale unique ; l'expropriation des grosses sociétés capitalistes sans indemnité ni rachat, la cessation du paiement de dividendes et obligations aux anciens actionnaires des sociétés nationales (électricité, eau, gaz, etc.)

— L'abolition des tarifs préférentiels consentis aux trusts, la mise en gestion sous contrôle ouvrier.

— L'exploitation des grands domaines agraires, leur mise en gestion sous contrôle des ouvriers agricoles.

— L'abolition des haux et fermages pour les petites et moyennes exploitations agricoles, la formation de coopératives d'achat et de vente sous le contrôle des petits et moyens paysans et des ouvriers agricoles, avec représentation des travailleurs urbains, la formation de stations de machines et tracteurs d'Etat, la possibilité de constituer des coopératives d'exploitation agricole.

Pour une politique de paix il faut : Publier tous les traités et pactes, en finir avec la diplomatie secrète, dénoncer les pactes impérialistes et de brigandage (pacte Atlantique et autres), le retrait des troupes d'occupation d'Allemagne, la dénonciation des accords de Potsdam qui partageront l'Allemagne entre ses vainqueurs.

— Supprimer les crédits militaires et de police et affecter ces crédits au plan de production ; abolir les 15 mois, dissoudre l'armée bourgeoise, former les milices ouvrières, proposer la coopération économique avec tous les pays sur un plan d'égalité.

Le programme, le seul conséquent et réaliste ne s'accomode pas de subtils dosages parlementaires, ni de compromissions avec les politiques qui représentent des intérêts d'un groupe capitaliste quelconque.

Un seul être celui de Mendès-France qui s'est opposé en août à la convocation du Parlement, qui s'est opposé au minimum vital de 25.150 frs, qui a déclaré pour l'envoi du contingent en Indochine, le retrait des troupes d'occupation et est prêt à accepter l'intervention américaine et ses conséquences.

Il ne peut être non plus le programme d'un Daladier et de ses amis qui a songé à l'Afrique du Nord, colonie essentielle de l'impérialisme français, qui condamnait la politique de Laniel en Indochine uniquement parce qu'elle leur semblait inefficace.

Les divergences entre les différents clans de la bourgeoisie ne portent et ne peuvent porter que sur les meilleurs moyens de sauvegarder leurs intérêts de classe. Or ceux-ci sont incompatibles avec la lutte des peuples coloniaux pour leur indépendance, les travailleurs français, les ouvriers de la métropole, les ouvriers de la paix. Dès

que les « adversaires » bourgeois de la politique Laniel-Bidaud-Pleven ont été formés, nous sommes retournés à quelques variantes près de cette même politique des Laniel-Bidaud-Pleven.

Du même coup se trouvent condamnées les tentatives d'alliance des organisations se réclamant de la classe ouvrière, avec tel ou tel parti ou groupe bourgeois. Une alliance de ce genre se nomme front démocratique et social avec Mendès-France, ou front des Français avec Daladier-Herriot, ou quelle soit un mélange des deux, ne saurait que sacrifier les intérêts des peuples coloniaux et des travailleurs français, et en fin de compte renforcerait la coalition impérialiste et contre-révolutionnaire ébranlée par les luttes révolutionnaires.

La chute du gouvernement Laniel-Bidaud-Pleven, la discordance dans les partis bourgeois, en prouvant l'incapacité d'un parti ou groupe de bourgeois à définir une autre politique, démontrent l'impuissance de la bourgeoisie, en même temps que le danger d'aventure que représente le maintien au pouvoir d'un gouvernement ressemblant comme un frère à celui de Laniel-Bidaud-Pleven.

Les luttes des peuples du Viet-Nam et d'Afrique du Nord ont renversé Laniel-Bidaud-Pleven. Les travailleurs ont pointé une plate-forme commune. La FEN faisait chambre, un mouvement se prépare, qui unira dans l'action toutes les organisations de la Fonction Publique.

Ces jours derniers les diverses organisations ont réuni leurs responsables. La bataille de la Fonction Publique est lancée.

Trop longtemps l'Etat-patron a joué sur la division syndicale et sur la division entre catégories. Il est venu un moment où dans son impu-

Progrès du trotskisme chez RENAULT

Les cellules Renault publient désormais leur journal, « La Vérité Renault » sous forme imprimée, concrétisant ainsi l'influence accrue du PCI à la Régie Nationale des Usines Renault.

On lira ci-dessous quelques extraits du numéro 61, qui vient de paraître.

FAUT-IL SOUTENIR MENDES-FRANCE ?

En août 1953, 4 millions de grévistes crièrent : « A la porte Laniel ! Quelques semaines plus tard, les payons d'Etat, les nigricans barraient les routes.

Mais aux yeux de millions et millions de travailleurs, est-ce seulement Laniel qui est condamné ?

Ce que les travailleurs condamnent, c'est en définitive le régime qui aboutit aux Laniel.

Mendès-France a apporté toute entière, la Bourgeoisie française est divisée. Pour sauver l'essentiel, c'est-à-dire le système lui-même, elle doit liquider Laniel et tenter l'opération de rechange.

Plus clairement que la plupart de ses collègues, Mendès-France est depuis longtemps l'homme de cette opération.

Face à cette nouvelle tentative de sauvetage du régime capitaliste, ce sont les millions de grévistes qui ont répondu en août 53 en défiant, avec l'exigence d'un « Nouveau Front populaire », c'est-à-dire non d'un nouveau gouvernement bourgeois, mais d'un gouvernement des partis ouvriers au service des travailleurs.

Depuis des mois, ce sont des prêts à la bataille et comprennent que le problème gouvernemental sera résolu par leur action, et non au parlement bourgeois.

Réunion publique et contradictoire

le mercredi 31 Juin 1954 à 18 heures 30 au Café « Bon Accueil » - 136, rue du Point-du-Jour

Notre camarade DANIEL RENARD, membre du Bureau Politique du Parti Communiste Internationaliste, dénoncera les combinaisons gouvernementales et tracera la voie d'un véritable gouvernement des travailleurs.

Des boues émissaires !

AU XIII^e congrès du Parti Communiste Français, à Ivry, l'élection du Comité Central montra de grands changements.

L'élection d'anciens militants comme Jean Bartolini, Roger Linet, André Lunet, Lucien Molin, Marius Patinaud, Olga Touraine, Théodore Vidal, a frappé tous les travailleurs.

Reprocherait-on à Lunet et Linet la grève d'août 53 chez Renault ? La grève du 28 avril 54 qui fut peu de résultats ? Ou, au contraire, les balancerait-on parce qu'ils ont été trop près de la classe ouvrière, parce qu'ils expriment encore trop bien aux yeux de Duchlos-Sureau (il n'a pas assez bien à nos yeux) les intérêts et les besoins de la classe ouvrière ?

Dans leur action passée, Lunet et Linet n'ont jamais fait qu'exécuter les ordres qu'on leur avait donné, en haut.

C'est pourquoi les militants de base comprennent que Lunet, Lunet, Touraine, Molin, etc., ne sont que des boues émissaires et à nos yeux nous avons eu Marti, Tillon, Lecour, chassés du Comité Central et du Parti Communiste pour des raisons identiques.

Les parcs ont été remplis de Communistes journal à droite, tendait la main aux généraux, aux curés, aux bourgeois.

Qui dirige le J.O.F. ?

(Suite de la page 7)

J. DUCLOS, L'INTERIMARIE C'est lui, en fait, qui remplace Thorez. Sa biographie est extrêmement abondante et prend des pages en période électorale.

Complétons-la : Duclos apparaît patibulaire, est mobilisé en 1917. Au premier combat, il est parti en avant à vite qu'il est arrivé d'un seul coup en Prusse Orientale. Il le disait autretifs : « On me que j'ai levé les mains (répétions : au premier combat) les Fritz m'ont dirigé sur l'arrière, avec quelques autres, n'avait pas besoin de hurler « Schnell ». Nous étions sous le tir de barrage de l'artillerie française ; c'est pourquoi nous avons pleuré un cent mètres. Et dans les fermes de Prusse Orientale nous n'étions pas trop mal jusqu'à l'armistice ».

A son retour, sa femme en a fait rapidement un militant ancien combattant. Et il est aujourd'hui le grand président de l'ARAC, spécialiste des anciens combattants dont il ne connaît pas la plus petite revendication.

Il est spécialiste ; c'est le discours. Vous l'avez entendu au Val d'Ilv. 26.000 travailleurs y ont massés, combattu, ont grévistes et ont fait un grand d'œuvre d'action. Duclos parle, la pendule tourne, une heure, une heure et demie, deux heures, trois heures, trois heures et demie, jusqu'à ce que l'on s'arrête tout le monde.

Il n'en reste pas moins que c'est par excellence l'acteur parlementaire avec tout ce que cela implique. Il est député du P. S. et il y paraît tellement que tout de même il a fallu lui enlever le poste de vice-président.

Il écrit, puis que tant d'espérer sont pleins par les phrases confiantes et les combinaisons politiciennes de ses derniers mois.

Mais il y a pire. Voici trois ans, Duclos a fait réimprimer et relire la sélection de l'« Humanité » clandestine. Le livre pèse 15 kgs, mais il a eu soin de modifier ou de réimprimer toute une série de numéros, en particulier ceux de juillet 1940 et de septembre 1941, en relation avec les chefs caractéristiques allemands.

Expliquera-t-il au congrès pourquoi il a chargé J. Catala (décapité en septembre 1941), Denis Reda (condamné à mort et déporté, élu ensuite député sous le nom de Denis Ginioli) d'aller discuter avec la Kommandantur la réparation légale de « L'Humanité » sous l'occupation hitlérienne ? (1)

Demanderà-t-il également au congrès de quel prix a été payé la libération de Duclos en juillet 1952 ? Car enfin, le docteur Pasteur Valléry-Radot, R.P.F., député d'Alsace, amené à Paris dans une voiture du Parti Communiste qui était allée le chercher dans l'Yonne, et le docteur Pridemont, R.P.F., médecin de la Préfecture de Police, ont concédé à la nécessité de libérer Duclos immédiatement pour raisons de santé (danger de mort) et 10 jours après sa libération, il était en prison au régime politique, il était en tête de la manifestation du 14 juillet.

Il est pas à la remarque qu'elle prenne une initiative. C'était juste ».

L'analyse de Frachon est correcte. Les travailleurs voulaient un combat d'ensemble, la grève générale. La grève du 26 avril aurait pu être, par son succès, la mobilisation d'ensemble. Mais Frachon se trompe quand il affirme que l'orientation vers la grève générale a débilité la classe ouvrière. Au contraire, ce qui a empêché des millions de travailleurs de participer à la grève du 26 avril, c'est la volonté du Bureau Confédéral de ne pas couvrir largement la perspective de la grève générale et de son objectif : la victoire sur le gouvernement. C'est le refus obstiné d'orienter vers la réalisation des conditions de l'unité d'action totale. En s'opposant à la proposition de constituer le Comité National paritaire interconfédéral, approuvé par les comités locaux à tous les échelons, et contrôlé par les comités locaux, au'avant faite les syndicats unitaires, Frachon s'est coupé les voiles de la réussite et du succès. 28 avril, Duclos barrait la route à l'unité pour la grève générale victorieuse. Frachon a reculé devant Duclos, avant le 28 avril. C'est là que se jouent les causes de l'échec de la grève.

LE 13^e CONGRES DEMOBILISE LA CLASSE OUVRIERE

Duclos a ajouté dans la résolution politique adoptée par le congrès toute une série de positions qui vont contre les aspirations des masses.

En particulier, le paragraphe suivant : « Il convient de ne pas oublier que le degré de combativité des masses n'est pas uniforme, mais varie suivant les lieux et les époques. Il est donc nécessaire de constituer la classe ouvrière peut donc comporter des formes de lutte en rapport avec la situation et les possibilités dans chaque région ou branche d'industrie ».

Dans son discours-fléuve, Duclos est encore plus clair. Pour lui la seule tactique valable est celle des grèves tournantes.

Que dit Duclos après le 28 avril ? « Il aurait fallu développer les grèves partiales sans limites, comme les faits l'ont démontré, arracher des augmentations de salaires ».

Alors que les faits ont démontré que les grèves partielles n'ont arrêté aucune augmentation sérieuse de salaires.

« Les organisateurs de la grève ont relégué au deuxième plan la lutte pour empêcher la ratification de la CED ».

Duclos nous dit, le paragraphe majeur contre Frachon. Le secrétaire général de la CGT a, pour réaliser l'unité d'action, mis en avant des mots d'ordre sur lesquels tous les centrales, ayant d'accord, il a relégué au deuxième plan les mots d'ordre de collaboration avec les « Bons Français », patriotes anti-CEG qui représentent le régime.

Daladier, et Cie. L'accusation est directe. Frachon a tenté de réaliser l'unité d'action sur des mots d'ordre communs à toute la classe ouvrière.

D'unir toutes les forces dans la grève générale, il a, selon Duclos, été tort de « concentrer l'attention des ouvriers sur le gouvernement ».

L'orientation Malenkov-Duclos ne vise pas à la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière contre le gouvernement.

S'il ne tient qu'à Duclos, l'épuration de Frachon ne fait pas aucun doute. Le secrétaire de la CGT a commis le plus grand crime de l'histoire : exprimer les aspirations révolutionnaires des masses et des militants du PCF qui voulaient la victoire de la grève générale.

Après le 28 avril, Duclos entend imposer le retour aux grèves tournantes condamnées par les masses. Les travailleurs lui répondront, en préparant le succès de la grève générale et en assurant sa conquête, qu'il y a un mouvement des travailleurs, au service des travailleurs. Il reste à Frachon la possibilité de tirer cet enseignement !

11) Voici aussi le Comité du PCP.